

17 *dup. in* défense de Occident

Maurice BARDECHE :

Prologue pour 1972

*A-193
dup*

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

MAR 23 1972

PERIODICAL
READING ROOM

Paul YAGUE :

La Dynamique de la politique italienne

T. B. :

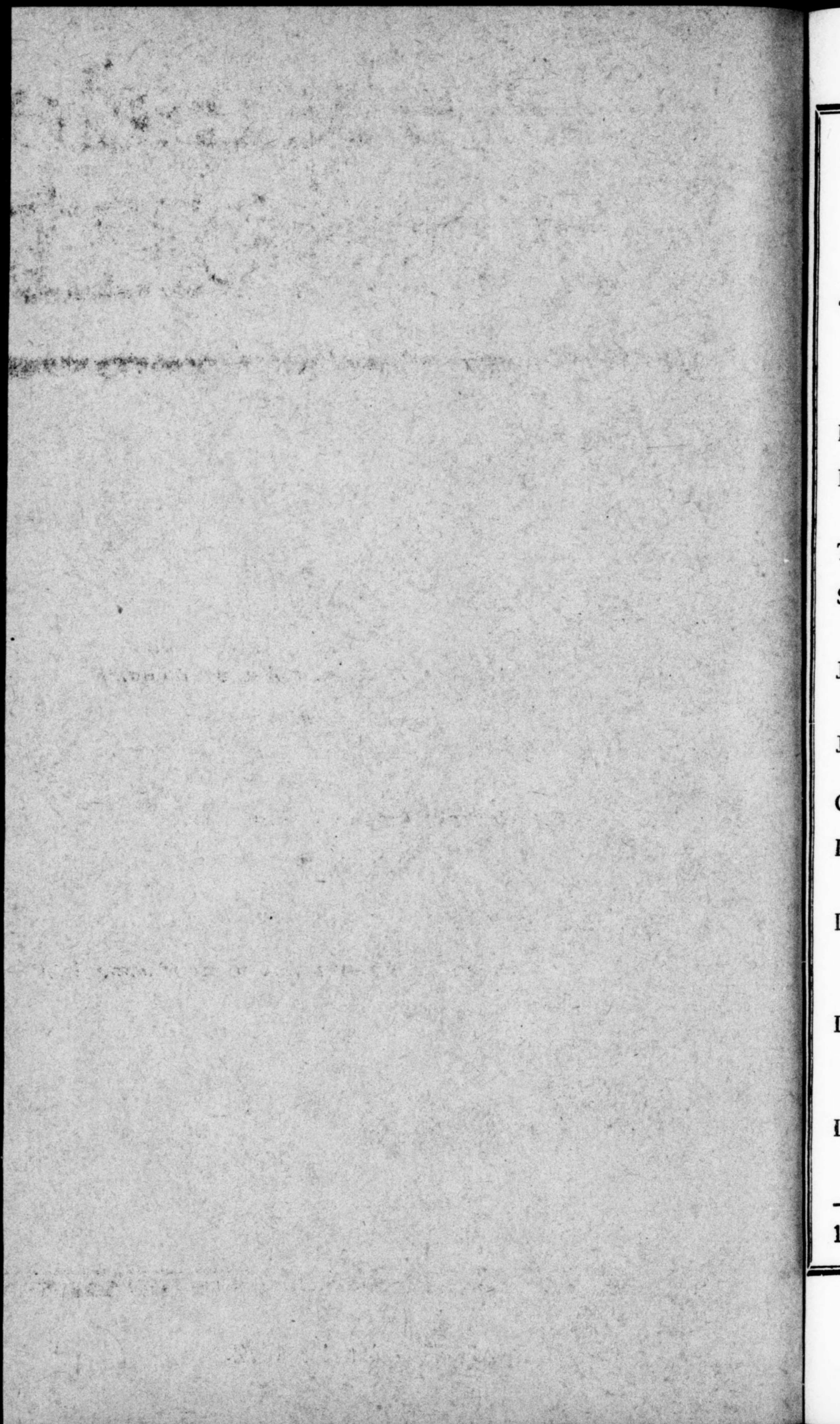
La Nuit des longs couteaux

Serge THOMAS :

Vous ne comprenez pas le gauchisme (fin)

Julius EVOLA :

Natalis Invicti



Défense de l'Occident

Nouvelle série — 20^e Année

Janvier 1972 — N° 101

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>Prologue pour 1972</i>	3
Paul YAGUE : <i>La Dynamique de la politique italienne</i>	10
T. B. : <i>La nuit des longs couteaux</i>	27
Serge THOMAS : <i>Vous ne comprenez pas le gauchisme (fin)</i>	35
Jean-Yves COULON : <i>Nationalistes de Suisse et de Belgique</i>	42
Julius EVOLA : <i>Natalis Invecti</i>	48

CHRONIQUES

LA CHRONIQUE DES LIVRES, par Luc TIRENNE : <i>A propos de Soljenitsyne</i>	52
LES LIVRES DU MOIS : <i>Au cœur du Troisième Reich</i> d'Albert SPEER; <i>Le mythe de la France</i> de Raymond RUDORF; Livre à connaître	59
LA CHRONIQUE DES FILMS, par Luc TIRENNE et Serge THOMAS : <i>La Stratégie de l'araignée</i> de BERTOLUCCI; <i>Benito Cereno</i> de Serge ROULLET	65
LA CHRONIQUE DES ARTS, par F.-H. LEM : <i>Monsieur Jourdain critique d'art</i>	71

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Prologue pour 1972

La vie quotidienne masque les faits. Nous vivons au milieu d'une broussaille de scandales et un rideau de petits faits tout proches de nous nous masque les grands mouvements du paysage qui sont ceux du siècle. Ce qu'on appelle un événement historique, ce n'est peut-être pas autre chose qu'une brusque trouée dans le paysage habituel qui nous entoure et qui nous empêche de voir la réalité : tout d'un coup une guerre, une défaite, une crise, nous font apercevoir tout le panorama.

L'actualité a le privilège de nous cacher les fautes accumulées pendant des années. Les journalistes et les hommes d'Etat qui passent en revue ce qui s'est passé pendant l'année 1971 nous présentent une nomenclature de petits faits qui ne sont que des incidents ou des signes. Ils se gardent bien de nous révéler les éboulements que ces petits faits décèlent, c'est-à-dire l'énorme et catastrophique panorama de nos fautes.

Depuis vingt-cinq ans, les pays d'Europe occidentale ont accumulé les fautes et les erreurs tragiques et ce que nous appelons « la crise du dollar », la « nouvelle politique de Washington », l'« ouverture à l'Est du Chancelier Brandt », « l'entrée de la Chine aux Nations unies », tous ces sujets de bavardage ne sont que des signes, mais ce sont des signes effrayants. Après vingt ans d'aveuglement, tout le monde en 1940 a eu brusquement la révélation que « les années 40 » seraient celles des échéances. Aux mêmes signes qu'on commençait à apercevoir en 1939, on peut dire aujourd'hui que « les années 70 » seront de même une décade des échéances. Les fautes se paient. Elles ne se paient jamais tout de suite. Les peuples ont toujours droit avant la représentation du

drame à un moment de répit pendant lequel on s'installe dans les fauteuils pour voir la représentation de ce qui va suivre. Ou pour que le plafond vous tombe sur la tête.

Les fautes capitales que les pays du monde occidental ont commises depuis vingt-cinq ans ont toutes été inspirées par la lâcheté ou par l'aveuglement idéologique. Elles ont consisté essentiellement à ne rien faire pour reconstruire les ruines morales et politiques laissées par la défaite de 1945. Depuis la capitulation des armées allemandes, il y a eu vingt-cinq ans d'immobilisme que la prospérité nous cache, mais aucune des ruines n'a été relevée.

La première de toutes les fautes a été d'accepter sans réagir la situation créée par les accords de Yalta. Les conseillers juifs de Roosevelt ont perdu un temps précieux par haine idéologique pour maintenir l'Allemagne dans un état d'impuissance et de division. Le chancelier Adenauer, traître à son pays, a négligé volontairement le problème de la réunification pour assurer la pérennité de son pouvoir dans l'Allemagne Fédérale et l'installation définitive d'un régime démocratique. Les nations occidentales en vingt-cinq ans auraient pu, soit par l'intimidation, soit par la diplomatie briser la coupure de l'Europe instituée en 1945. Tous les hommes d'Etat se sont mis d'accord pour laisser ce problème de côté. L'Europe a été trahie par tous ceux qui prétendaient la faire. Elle a été trahie par les hommes d'Etat européens d'abord. Elle a été trahie par les présidents des Etats-Unis ensuite. L'inertie américaine après Berlin, Budapest et Prague est un crime qui nous coûtera peut-être notre liberté. La deuxième faute engage de même la responsabilité conjointe des hommes d'Etat européens et des Etats-Unis. La dissolution des partis communistes européens et leur interdiction, premier acte d'une défense effective de l'Europe, ont été refusées à la fois par timidité, par calcul et par principe. Par timidité par les gouvernements de la IV^e République qui ont laissé se constituer et manœuvrer sur notre territoire une armée politique aux ordres

de l'étranger. Par calcul par les gouvernements de la V^e République qui ont acheté la neutralité bienveillante du Parti Communiste en favorisant la politique extérieure soviétique. Par aveuglement idéologique de la part des Etats-Unis qui ont refusé de comprendre que leur intérêt exigeait en Europe des gouvernements forts et résolument anticomunistes.

La troisième faute est une faute politique collective des Etats européens ou plutôt une impuissance qui résulte de la situation qui a été imposée aux peuples d'Europe par les dictats de 1945. Nulle part, dans aucun pays d'Europe, n'a pu se constituer une force puissante et dynamique capable de créer une image nouvelle de l'homme et une mystique propre à l'Europe. La plouto-démocratie juive qui s'était emparée du pouvoir a imposé partout ses modes de vie et ses principes moraux. Aujourd'hui le dégoût qui s'exprime dans tous les pays d'Europe contre la société de consommation est en réalité une révolte contre la ploutocratie juive. Mais ceux-là même qui mènent ce combat ne s'en rendent pas compte. Ils protestent contre une situation de fait sans vouloir nommer ceux qui sont à l'origine de cette situation; ils jettent des pierres contre le Veau d'Or, mais ils se découvrent et saluent bien bas devant les prêtres qui l'ont installé; ils veulent balayer les faits sans toucher à la cause. L'Europe n'a pas su incarner des valeurs morales. Le mot d'Europe ne débouche aujourd'hui sur aucun espoir. L'Europe ne représente ni une nouvelle forme de vie, ni une nouvelle forme de justice. L'Europe s'est « alignée » comme l'Eglise : elle s'est « mise à jour » en reniant les vertus qui avaient fait autrefois sa force. Et elle se borne à répéter les slogans d'une idéologie à laquelle personne ne croit plus, championne sceptique d'une démocratie qui ne fonctionne plus nulle part et d'une liberté qui n'est qu'un leurre.

Ce que nous appelons aujourd'hui l'Europe est une simple expression géographique pour désigner un secteur de la civilisation américaine. Quand nous parlons de l'Europe nous faisons le rêve absurde de vouloir

construire quelque chose de vivant sans lui donner une âme.

La quatrième faite majeure est la conséquence des trois premières. Depuis vingt-cinq ans on fait semblant de jouer devant nous une pièce qui n'intéresse personne et qui « s'appelle construction de l'Europe ». En réalité, personne ne veut de cette Europe qui est aujourd'hui une utopie parmi d'autres. C'est un thème pour les journalistes, un terrain d'exercice pour les statisticiens, une scène pour les hommes politiques. Mais elle n'est absolument rien d'autre. Le bilan de vingt-cinq ans de bavardage se solde par un système commercial fragile constamment menacé et à la merci d'une bourrasque plus grave que les autres. Depuis vingt-cinq ans nos hommes d'Etat n'ont su donner à l'Europe ni une armée européenne, ni un système de défense solide, ni une mentalité européenne, ni une mystique qui mobilise les peuples, ni une direction politique ou tout au moins un système d'engagements cohérents qui permettrait une résistance efficace. Après vingt-cinq ans de palabres, on a pu lire dans nos plus grands journaux qu'en cas d'attaque russe les troupes soviétiques seraient à Brest en quatre journées. C'est malheureusement vrai. Et cela juge le sérieux de nos dirigeants politiques depuis vingt-cinq ans.

La gravité de ces fautes et le caractère menaçant de ces échéances a été révélé récemment par la guerre éclair que nous ont faite les Etats-Unis. Cette opération dont le caractère réel a été soigneusement dissimulé au public est, en réalité, un raid aussi dramatique que celui que les armées allemandes ont fait en 1940 et qui les a conduites en quelques jours à Amiens. La guerre éclair des Etats-Unis est facile à nier parce qu'elle n'a utilisé ni tanks, ni canons, ni bombes. Elle ne s'en est pas moins terminée par un diktat dont les clauses apparentes ne doivent pas nous tromper. Malgré l'élégance avec laquelle les diplomates américains ont voulu laisser un avantage au président Georges Pompidou, qui ressemble beaucoup à la courtoisie que les dirigeants allemands montrèrent après leur victoire, la carte stratégique et poli-

tique qui ressort des événements des six derniers mois est claire. Les Etats-Unis ont rappelé brutalement à l'Europe qu'il n'y avait pas d'Europe, qu'il n'y avait pas d'autre défense de l'Europe ni d'autre sécurité de l'Europe que celles qu'assuraient les armées américaines, que par conséquent l'idée de constituer une Europe troisième force entre les deux blocs américain et soviétique était une idée chimérique et que la prétention de constituer une entité économique sur quelque chose qui n'était pas une entité politique était une simple vue de l'esprit.

Ainsi se trouve restituée, comme elle l'est toujours dans les moments décisifs, la primauté du politique sur l'économique. On a beau la nier, cette vérité revient nous frapper comme un boomerang au moment où on l'attend le moins. Une Europe forte, une Europe qui aurait su en vingt-cinq ans réaliser son unité politique, fixer les frontières, assurer sa défense, aurait pu être indifférente à la menace de l'isolationnisme américain. Elle y aurait répondu par son propre isolationnisme qui aurait fait réfléchir ses partenaires. Une Europe faible et désarmée ne le peut. Par un seul trait de plume les hommes d'Etat américains l'ont fait trembler. C'est qu'ils l'ont mise au pied du mur. Sommés de choisir entre une véritable rupture militaire, politique et économique avec les Etats-Unis et les conditions dictées par eux de la collaboration, les hommes d'Etat européens ont dû reconnaître leur faiblesse et la vanité des rodomontades par lesquelles on nous avait bernés. L'Europe ne peut faire autre chose que d'accepter les conditions économiques que les Etats-Unis exigeront en contre-partie de leur collaboration militaire et politique : parce que tout autre choix, serait un suicide. Il n'y a pas d'Europe. Il ne peut donc y avoir, quels que soient les chiffres, quelles que soient les apparences, une « économie européenne », comme il n'y a plus jamais eu d'économie chinoise médiévale et indépendante quand les Chinois ont dû accepter ce qu'on nous impose aujourd'hui, la politique de la « porte ouverte ».

Et c'est à ce moment-là que sonne l'heure des échéan-

ces. L'Europe inerte paie aujourd'hui le prix de la paresse, comme la France sclérosée de 1940 a payé le prix de la sclérose. Le coup de semonce des Américains nous rappelle que l'Europe occidentale n'est et ne peut être actuellement à cause de nos fautes qu'un protectorat des Etats-Unis. Les Etats-Unis veulent bien accepter les charges de ce protectorat, à condition d'en avoir les avantages. Fini de le dorloter et de se congratuler dans les délices des « pools » et des circuits économiques confortables. Le grand vent de la concurrence va souffler sur tout cela. La main puissante du maître s'est abattue sur le château de cartes mal défendu du Marché Commun. Adieu « l'Europe économique » qu'on avait cru viable sans avoir l'ennui de faire l'Europe tout court, sans s'exposer à voir naître une « âme européenne » qui n'aurait pas plu aux maîtres à danser. Et vivre « l'Euramérique » qui rapportera des dividendes aux gens sérieux ! S'il doit y avoir des chômeurs et des pauvres, n'est-il pas juste que ce soit *d'abord* dans les cités qui ont pas su s'entourer de murailles et qui n'ont pas su faire naître des soldats pour les garder ?

En découvrant ce panorama complet, on aperçoit mieux la signification de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun. Quelle que soit la manière dont on pose le problème, l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun ne pouvait représenter qu'un recul de l'idée européenne et un frein permanent pour sa réalisation. Dans une Europe malade du virus démocratique, l'Angleterre ne peut qu'apporter une confirmation de la vocation démocratique de l'Europe qui a fait ses preuves d'impuissance et s'opposera nécessairement à toute réalisation effective de l'unité européenne. Sur le plan économique, l'entrée de l'Angleterre n'est pas un appoint mais au contraire une complication. Elle oblige à repenser en termes équivoques des problèmes qui avaient été pratiquement résolus. Et surtout l'Angleterre, nation insulaire ayant des intérêts et des préoccupations extra-européennes, ne peut être autre chose qu'un intermédiaire commode entre l'Europe continentale que le Marché

Commun supposait et l'Euratlantique que les financiers internationaux veulent constituer à leur profit.

Ce tableau forme un tout. Et ce tout est le triomphe de la ploutocratie juive. A partir du moment où l'on tourne le dos à l'Europe continentale que voulaient constituer les peuples européens en 1942, la construction de l'Europe devenait moralement et géographiquement et par conséquent économiquement impossible. L'Europe ne peut être qu'une île entre le continent soviétique et le continent américain. Elle n'est pas le prolongement de quelque chose, elle n'est pas la tête de pont d'une grande puissance, elle n'est pas un protectorat plus ou moins poliment traité. Lorsqu'elle tombe dans une de ces trois conditions, il n'y a plus d'Europe. Le traité des Açores qui a mis fin à la guerre éclair des Etats-Unis consacre une vassalité que vingt-cinq ans d'inertie ont rendue inévitable. L'Europe, qui pouvait être le continent de la renaissance, ne sera plus désormais à cause des fautes des hommes qui ont dirigé notre destin qu'une tête de pont que les Soviets et les Etats-Unis se disputeront.

Ainsi commence cette décade qui est celle du bilan et de l'acceptation. Entre Brandt qui « reconnaît » comme définitive l'amputation de l'Europe et Nixon qui « reconnaît » comme inévitable la disposition du régime de Formose, il n'y a pas autant de différence qu'on le croit. Ils « acceptent » tous les deux. Ils constatent. Ils entérinent l'échec de toute politique qui prétendrait méconnaître le monde né de Potsdam et de Yalta. C'est Staline qui gagne et Mao. Parce qu'ils n'ont pas bougé. Nous sommes revenus à 1945. Nous ne reconnaissons pas le paysage de ruines que la guerre avait laissé derrière elles, parce que ces ruines sont morales, donc invisibles. Mais tout est à reconstruire. Reconnaitrons-nous à temps que la reconstruction morale de l'Europe n'est pas moins urgente ni moins importante que la reconstruction matérielle ? Les « années 70 » seront-elles celles de la renaissance ou des torpeurs maussades de l'abandon ?

Maurice BARDECHE.

La dynamique de la politique Italienne ⁽¹⁾

Voilà donc le centre-gauche incapable de s'amender, menacé par la faillite économique, croulant sous les scandales multipliant les réformes impopulaires ; dans une fuite en avant incompréhensible, il se précipite vers le communisme, contre la volonté de l'électorat, contre le fameux « sens de l'histoire » lui-même (1). Cet acharnement dans l'erreur peut étonner. En fait, cela est dans la logique du système italien. Car il est erroné de considérer les gouvernements, les régimes politiques ou les majorités comme des réalités statiques, résultant de l'addition de partis immuables. Il en va tout autrement. La vie politique d'un pays obéit à certains principes, à des idées qui l'orientent dans une direction donnée : une majorité, autant que la somme des masses constantes qui la composent, est caractérisée par son mouvement. Tout soubresaut de l'électorat, quel qu'il soit, ne fait qu'accélérer ce mouvement. Ainsi les gouvernements ita-

(1) Cet article fait suite à la précédente étude de Paul Yague présentée dans notre n° 100, sous le titre : *Situation actuelle de l'Italie*.

(1) On peut constater en effet que, dans les pays qui relèvent de ce que nous avons appelé le « système méditerranéen », les échecs du communisme sont nombreux au cours de ces dernières années (Grèce, Brésil, Bolivie, Espagne après le procès de Burgos...).

liens depuis 1947 se placent tous sous le drapeau de l'antifascisme. Même s'ils se disent anticomunistes, leur premier soin est de rappeler leur antifascisme foncier ; ils sont antifascistes, car nés de l'antifascisme, vivant de l'antifascisme. C'est cette orientation qui explique le mouvement toujours plus rapide vers la gauche, du quadripartisme au centre-gauche, du centre-gauche, à la « grande coalition », puis au front populaire, puis au communisme. Le gouvernement actuel n'est donc pas seulement la réunion d'éléments modérés, hostiles au communisme, et d'éléments progressistes : c'est un mouvement qui amène la totalité du gouvernement, modérés et progressistes **ensemble** à se dissoudre au plus vite dans le terreau où est née la République italienne, l'unité antifasciste. Dès lors, si l'électorat s'éloigne de la Droite, c'est une invitation pour les hommes au pouvoir à multiplier les gestes amicaux envers le P.C. Si au contraire l'électorat glisse à droite, c'est une raison impérieuse de regrouper toutes les forces antifascistes ; et le centre-gauche apeuré de se précipiter vers les communistes. Ainsi la République italienne, née de l'alliance antifasciste, retournerait, dans son agonie, au réchauffant et rassurant giron qui a bercé ses premières années. La boucle est bouclée. L'Italie est un état communiste.

Comment éviter cette dramatique conclusion ? Il n'y a qu'une solution : rompre le charme, faire exploser toute la machine politique italienne. Il faut des élections qui dégagent une nouvelle majorité, telle que le mouvement soit renversé. Il faut le référendum qui forcera la démocratie-chrétienne à s'engager clairement contre ses alliés de centre-gauche. Toute solution claire, sans appel, est préférable à la désastreuse situation actuelle. Malheureusement, tout le système est d'accord pour éviter cette explication décisive. Tous, communistes et centre-gauche, jusqu'aux libéraux, sont résolus à tout pour barrer la route au M.S.I. ou à un gouvernement d'« ordre public ». Analysons les différents procédés utilisés par les antifascistes pour conserver leur régime, leurs fiefs et leur confort intellectuel, affalés sur leurs souvenirs nostalgiques et sur leur bonne conscience.

La réponse du système au M.S.I. : violences et dictature.

Le procédé le plus banal, c'est la violence. Parcourons un instant les colonnes des journaux, pendant une semaine simplement. Lundi 11 septembre, à Milan, de jeunes anticomunistes distribuent des tracts devant un lycée : ils sont attaqués, l'un est blessé à coups de couteau, un autre a une fracture du crâne. La police arrête... les jeunes nationalistes, qu'elle sera quand même obligée de relâcher. Le 13 septembre, violents incidents du même type à Turin, Varèse et Bari, le 16 à Rome. Le 17 la violence culmine à Reggio de Calabre, Palerme et Gorizia. Dans cette dernière ville, un conseiller municipal est attaqué. A Reggio, des jeunes distribuent d'une voiture des tracts, on leur tire dessus, un étudiant est blessé. Deux jours plus tard, toujours à Reggio, des coups de feu sont tirés contre trois militants du M.S.I. qui collent des affiches. La police, présente, n'intervient pas ! Cette semaine, lourdement chargée comme on le voit, n'a pourtant rien d'exceptionnel, hélas. Depuis la rentrée de l'Université, tout va de mal en pis. Dans de nombreux lycées, des affiches montrent les noms et les visages des jeunes anticomunistes, interdits de séjour. A Milan les missini sont systématiquement poursuivis dans la rue. Dans certains quartiers des groupes de nervis rouges circulent en permanence, armés de matraques, et attaquent tout individu suspect. Ce degré de violence, ahurissant, l'Italie le connaît depuis que le M.S.I. est considéré comme un danger majeur par les privilégiés du régime. Pourtant cette violence ne fait pas peur au M.S.I. Il sait qu'il a toutes les forces nécessaires pour assurer l'ordre dans l'Université. Aussi il se contente d'offrir son secours musclé aux directeurs de lycée, et de lancer des ultimatums au gouvernement : si l'ordre n'est pas rétabli, le « front de la jeunesse » établira son ordre. La violence n'est donc pas un problème en elle-même. Ce que craignent visiblement les dirigeants du M.S.I., c'est qu'une provocation rouge ne finisse par déclencher une représaille brutale de la part des jeunes nationalistes, ce qui donnerait aux communistes l'occa-

sion de parler d' « unité antifasciste ». C'est là un danger réel pour le M.S.I.

A cette violence physique et à ces provocations s'ajoute, de plus en plus, une violence sourde et tenace. Car il est une réalité qu'il faut bien comprendre : la démocratie que connaît l'Italie, sa « partitocratie », a tous les aspects d'une dictature. C'est-à-dire que le suffrage universel, rouage essentiel de la démocratie, est vidé de tout sens. D'abord le suffrage universel est profondément travaillé à l'avance par les « mass-media », aux mains des partis issus de la Résistance. A la partialité de la R.A.I., il faut ajouter l'hostilité d'un certain nombre de journaux à grand tirage, comme la « Stampa » de Turin. Mais ce « bourrage de crânes » n'a rien de particulier à l'Italie. Pas plus que les efforts pour limiter la liberté d'expression : le chantage à la violence (« si les fascistes tiennent ce meeting nous casserons tout »), nous connaissons cela en France aussi, n'est-ce pas ? De même il est interdit dans certains lycées d'être inscrit à une organisation de droite, ceci sous l'œil paternel des « autorités ». La restriction de toutes ces libertés, liberté d'expression, liberté d'opinion, liberté de presse, tout cela rend déjà bien bancal la « démocratie » dont nos adversaires se gargarisent.

Mais leur démocratie, en Italie, a fait beaucoup mieux, elle a atteint le comble de l'ignominie. Des élections administratives devaient avoir lieu dans beaucoup de communes rurales du Nord, et surtout dans deux grands centres, Novare et Trieste. Affolement ! On apprend que les sondages placent le M.S.I. en tête à Trieste. Etant donné la célébrité de la ville, symbole d'italianité, vous imaginez le scandale. Alors ? Quoi de plus simple ! Sous le prétexte grotesque d'un recensement qui devait avoir lieu au même moment, on reporte les élections, sans préciser de dates. Un député du M.S.I. peut s'étonner : si élections et recensement sont incompatibles, la logique démocratique ne veut-elle pas qu'on reporte le recensement de quinze jours, pour faire passer en premier les élections ? D'autant plus que, faute de conseils élus, les communes seront administrées par des commissaires de

la république nommés par le pouvoir central : quel autoritarisme, quelle centralisation pour un régime qui a tellement reproché à Mussolini l'institution des podestats (2) !

Livré à ce régime d'exception, soumis à cette dictature de fait, écrasé sous l'accumulation des violences, le M.S.I. sera-t-il capable de tenir ? Pourra-t-il conserver les deux vertus essentielles qu'Almirante lui a recommandées, l'intelligence et le courage : le courage d'affirmer ses idées, l'intelligence de ne pas se lancer dans une désastreuse course à la violence ? Honnêtement nous l'en croyons capable. Mais ce n'est là que le moindre péril que courent le M.S.I. et l'Italie.

La réponse du système au M.S.I. : destruction et investissement des corps de l'Etat.

Le vrai danger est dans la manœuvre sournoise menée par les forces de gauche pour s'emparer de l'état italien. Et cette attaque se déroule suivant deux directions, afin d'encercler et de paralyser toutes les forces officielles capables de s'opposer à l'arrivée au pouvoir du front populaire. Ces deux axes de l'offensive social-communiste, ce sont l'investissement direct de l'état par l'intérieur, et l'assaut brutal contre les « corps » de l'état, ces rocs surnageant au-dessus du marais progressiste, et que la marée rouge submerge les uns après les autres.

Chacun se souvient de l'affaire du SIFAR. En 1964, ces services secrets militaires furent accusés de dresser des fiches sur les hommes politiques, de préparer de sombres coups d'état et de gêner l'ascension communiste. L'offensive menée par la presse, la R.A.I., les parlementaires, fut terriblement violente, et les services secrets en sortirent les reins brisés, moralement déconsidérés et démoralisés. Et de fait l'enquête sembla prouver qu'ils avaient « encouragés » des parlementaires socialistes à se détacher du P.C. Mais, si le SIFAR fut condamné, les hommes politiques ne le furent pas ! Au nom d'une conception fort peu démocratique de la démocratie, le dé-

(2) Maires nommés par le ministre de l'Intérieur, sous le régime fasciste.

puté devient un citoyen au-dessus des lois et au-dessus de tous les autres citoyens. La démocratie contre l'égalité, ou plutôt contre la plus élémentaire justice ! C'est pourtant au nom de cette même conception de la quasi-divinité du député que les socialistes, actuellement, engagent contre la justice une polémique fort violente.

L'origine doit en être cherchée dans cette affaire Mancini dont nous avons déjà parlé. On reproche au magistrat instructeur d'avoir laissé percer quelques « fuites » au moment où le dossier Mancini a été transmis à la commission d'enquête parlementaire, « dans le plus grand secret » et au milieu des imprécations des journalistes. En fait on profite de l'affaire pour lancer contre la justice toutes les accusations possibles. Un ami de Mancini a dénoncé le caractère réactionnaire de la plupart des juges, leurs compromissions avec la Mafia, leurs tolérances pour l'extrême-droite... Bien sûr les juges réagissent en bloc contre ces « calomnies ». Pourtant l'épreuve de force est engagée entre les forces progressistes et la justice. Comment cela se terminera-t-il ? Pour l'instant l'affaire disparaît de la première page des journaux : va-t-elle être enterrée, ce qui serait un désaveu implicite de la justice ? Cela dépend en grande partie de l'évolution de la situation politique.

Ce qui est déjà acquis, par contre, c'est le désarmement de la police. En effet, elle aussi est fortement attaquée, pour la célèbre affaire Pinelli. Il s'agit de cet anarchiste, accusé d'avoir participé à l'attentat contre la banque de l'agriculture à Milan, attentat qui se termina par un massacre. Pinelli fut arrêté, interrogé et, pendant l'interrogatoire, il se jeta (ou fut jeté) de la fenêtre du commissariat. La gauche, un moment désorientée tant la responsabilité des gauchistes dans l'attentat ne faisait aucun doute, s'est reprise avec une immense habileté et une audace incomparable. Sa tactique mérite tous les éloges. On commence par des insinuations, on en fait des livres, puis on accuse. Voyons seulement les dernières étapes de ce renversement : le 24 juin 1971, les hommes de la police de Milan sont l'objet d'une plainte, acceptée par le procureur-général, pour « homicide in-

volontaire » (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas empêché l'anarchiste de se jeter par la fenêtre). Mais le 5 octobre, changement décisif : un nouveau juge les renvoie devant la Cour sur une nouvelle plainte, pour « homicide volontaire ». Et la presse d'orchestrer les mouvements du ballet. Un journal à sensation titre « Témoin tu mourras : 10 hommes qui en savaient trop sont morts ». Pinelli plus fort que Tout Ank Amon ! La nouvelle est, bien sûr, à peu près complètement fausse. Mais elle concourt à ébranler l'autorité de la police.

Comme y concourt le vote de récentes modifications du code pénal. Il s'agit d'une véritable « antiloi anticasseurs », qui réduit fortement les peines, et en particulier abolit le délit de « conspiration politique par association ». Or c'est justement pour ce délit qu'est recherché le prince Borghese, en fuite depuis plus de six mois. Et les journaux de gauche n'en continuent pas moins de réclamer l'extradition, et la tête, du « dangereux » conspirateur ! On ne peut pas dire plus élégamment que la nouvelle loi est destinée uniquement à libérer les manifestants progressistes de toute entrave, tandis que la répression contre les nationalistes doit s'accroître !

Car le but des communistes, c'est de pénétrer l'état de l'intérieur pour utiliser ses lois contre les antimarxistes. Les attaques contre l'état ne sont menées que pour désarmer les corps capables de résister à la poussée progressiste. Une fois l'état investi, plus question de désarmement, bien sûr ! Et les communistes donc de se lancer prudemment à la conquête pacifique de ces mêmes corps qu'ils attaquent de front. Récemment à Turin, on a vu avec stupeur des policiers manifester contre le règlement. L'enquête a abouti à la conclusion que la police avait été longuement et efficacement travaillée par des groupes gauchistes ! Quant aux communistes, qui dira le nombre d'administrateurs, de juges, de policiers, de militaires même qui n'attendent qu'un signal pour se démasquer ? Qui saura combien de pions le P.C. a déjà introduit sur l'échiquier de l'état italien ?

Ce que chacun peut voir, par contre, c'est la place accrue prise par les communistes dans les « enti locali ».

Ils sont les seuls maîtres dans la plus riche région agricole de l'Italie, l'Emilie-Romagne. Juste au Sud, deux autres régions, Toscane et Ombrie, ont des gouvernements de front populaire. Une telle alliance entre communistes et socialistes se retrouve dans de nombreuses villes. Mais surtout cette formule de « front populaire » est en train de faire des progrès. Comment ? Ceci est la conséquence logique des élections du 13 juin. En effet, chacune des assemblées élues (communales, provinciales ou régionales) doit se choisir un petit gouvernement, et un président. Or la D.C. est affaiblie par le scrutin, tandis que le parti socialiste est à peu près idem. A une démocratie-chrétienne moralement diminuée par le camouflet subi, les délégués socialistes ne veulent plus faire la moindre concession, ils exigent que la D.C. se rende pieds et poings liés à leur politique d'ouverture à gauche. Aussi on ne peut s'entendre pour l'élection du gouvernement de la Sicile, ni du maire de Gênes. Quant à Rome, le maire a bien été élu, mais il ne peut former son gouvernement, les socialistes le trouvant trop à droite ! La crise est tellement brutale qu'elle a fini par rejaillir sur la province de Rome et sur la région du Latium (3). A ces trois niveaux, les gouvernements locaux ont été mis en crise, et de difficiles négociations se déroulent partout. Comme elles se déroulent dans la moitié des communes où l'on a voté le 13 juin, toujours sans maire et sans junte municipale !

Ces difficultés, de l'avis de tous, préfiguraient l'élection présidentielle, que tous prévoyaient longue et difficile. Et décisive aussi, car les communistes espéraient profiter du « blocage » de la démocratie pour se rendre indispensables.

Le « grand dessein » des communistes.

Pour parfaire leur implantation dans l'état, pour rendre le front populaire inévitable, les communistes avaient mis au point un plan grandiose. Il s'agissait d'emprison-

(3) La province correspond à notre département et la région à notre province.

ner la D.C. Le P.C. faisait des concessions sur les deux problèmes du référendum et de l'élection présidentielle. Que réclamaient-ils en échange ? Presque rien. Mais ces concessions elles-mêmes faisaient entrer le P.C. dans **l'orbite des partis au pouvoir**. Elles liaient la D.C. qui devenait l'esclave docile des communistes. Peu d'avantages matériels tangibles, mais un certificat de « **démolibéralisme** » remis par l'ensemble des partis au pouvoir. Tel était le bilan de ce splendide traité. Car il s'agissait bien d'un véritable traité, négocié entre les dirigeants démocrates-chrétiens et les leaders marxistes. Sa signification ? D.C. et P.C. s'entendent pour modifier la loi sur le divorce, rendant ainsi impossible le référendum ; ils s'entendent aussi pour élire un président issu de la démocratie chrétienne donnant toute garanties aux communistes. Mais reprenons dans le détail ces deux clauses, en rappelant très brièvement les prémisses de la loi sur le divorce et du référendum.

On s'en souvient, le concordat, signé par Mussolini, accepté par la constituante en 1946 (grâce — déjà — à un accord entre P.C. et D.C.) a été modifié sur le problème du divorce. Le projet du libéral Balsini et du socialiste Fortuna a été accepté par les chambres. Devant les protestations d'une partie des catholiques, le « front laïque » prit une attitude de défi : recourrez au référendum, si vous en êtes capables ! Et justement, l'incroyable s'est produit. Activé par une poignée d'intégristes, l'opinion chrétienne du pays a réagi. Et d'abord le clergé s'est jeté dans la bataille. En effet le concordat de Mussolini n'était sans doute pas conçu comme un texte immuable (cela aurait été fort loin du style fasciste et du caractère du Duce), mais toute modification devait intervenir après un accord entre les deux parties. Or la récente loi a été imposée à l'église, qui, sous l'affront, s'est raidie. Et la D.C., volens nolens, a été obligée de suivre, en un bloc à peu près compact. De multiples comités ont organisé la propagande, ramassé les signatures nécessaires pour réclamer le référendum. Au total, 1.370.000 électeurs ont signé, et, selon la constitution, le référendum est maintenant inévitable.

Seulement voilà ! Ce référendum risque de briser définitivement le centre-gauche. Sans doute le clivage laïcistes-intégristes ne recoupe-t-il pas exactement les divisions politiques : c'est ainsi que la communiste Ada Alessandrini se bat farouchement contre le divorce. Il n'empêche que l'ensemble de la D.C. s'est alignée sur le clergé, tandis que le parti socialiste ne peut que suivre son « compagnon » Fortuna. Pour peu que la campagne électorale soit un peu âpre, ce serait l'éclatement brutal qui rejetterait la D.C. en tête-à-tête avec le seul M.S.I. Cela les gauches ne le veulent pas ! Les démocrates-chrétiens eux-mêmes, qui tiennent à leur petit confort ministériel, ne souhaitent pas la rupture. Aussi on a cherché des échappatoires. On a d'abord pensé à ne pas faire le référendum : on voit le parallèle avec le renvoi des élections administratives. Il suffisait de faire voter un texte déclarant que le référendum n'aurait pas cours dans les questions religieuses ; le tout agrémenté d'un petit effet rétroactif des plus démocratiques ! Mais cette solution est peu probable, tant la mesure dictatoriale révolterait l'Italie entière. Reste possible alors un compromis et la modification de la loi. Ce compromis fut appelé à grands cris par les communistes, certains socialistes et beaucoup de catholiques. Restait à savoir quel compromis. Andreotti, le président du groupe parlementaire démo-chrétien, a précisé les objectifs de son parti : un système de double régime matrimonial. Au mariage civil, dissoluble, ferait pendant le mariage religieux, qui ne serait pas soumis au divorce. Aussitôt, socialistes et communistes de se récrier : une telle distinction abolit la fameuse « égalité » de tous les citoyens. Les marxistes veulent bien faire des concessions, mais pas céder sur toute la ligne. Aussi fut élaboré le second accord, tout différent, sous l'égide de Moro ; les catholiques se contenteraient de quelques garanties pour les enfants des divorcés. Ceci, c'est justement la première clause de notre traité entre la D.C. et le P.C. Elle paraît très peu avantageuse pour les catholiques tant la révision de la loi est maigre. En fait la divulgation (à mots couverts) de cet accord fut accompagnée de vagues pro-

messes : ce projet de loi, avancé pour ne pas effrayer les partis « laïcs », serait peu à peu modifié, à force d'amendements, en un sens beaucoup moins libéral. Tout cela, on le voit est très habile. Les laïcs ne peuvent s'opposer à une si mince révision de leur loi, les catholiques ne peuvent que se réjouir de voir le débat rouvert, avec des espérances d'autant plus prometteuses qu'elles sont plus imprécises. Seulement, à l'inverse de ce que l'on pouvait attendre, la loi n'a satisfait personne. Les partis laïcs se sont vite inquiétés d'un accord P.C.-D.C. qui se ferait sur leur dos. A ces craintes politiques, il faut ajouter des oppositions de principes à toute révision ; cette opposition vient tant des « divorcistes » que des intégristes. Déjà Fortuna a annoncé qu'il refuserait toute modification de sa loi, et vingt députés avec lui sont résolus à toutes les obstructions pour empêcher le vote. Quant aux intégristes, ils exigent tout simplement la suppression complète de la loi sur le divorce. En cas de simple modification, ils ouvriront une nouvelle campagne pour un nouveau référendum.

Et pourtant, toutes ces manœuvres, tous ces compromis ne sont pas inutiles. Même si elles n'aboutissent à aucune solution satisfaisante, elles retardent l'échéance du référendum. Celui-ci serait obligatoirement retardé, et n'aurait lieu qu'en 1973. Les parlementaires timorés n'en demandent pas plus. Les communistes espèrent que ce répit d'un an leur suffira pour résoudre le problème... à leur manière !

Seulement ce bel accord comportait une seconde clause. C'était la promesse des communistes de voter pour un candidat démocrate-chrétien aux présidentielles. On en parlait depuis longtemps. Ainsi, plus d'un mois avant, « Il Manifesto » (organe des communistes dissidents, prochinois) dénonçait la décision des communistes de voter pour Fanfani. Fanfani, on le sait, fait figure d'homme de droite, après avoir été l'un des créateurs du centre-gauche. Pour beaucoup d'Italiens soucieux d'ordre... pas trop nouveau, il serait le « De Gaulle » d'un 13 mai romain. Homme énergique, intégriste (dans la mesure où il a une véritable conception

totalitaire de la République italienne, tout devant passer par le catholicisme), avec une réputation d'ouverture sur les problèmes sociaux pour beaucoup il était l'unique recours. Pour le M.S.I., l'élection de Fanfani aurait été à la fois un succès, et un échec ; car Fanfani se réclame abondamment de la Résistance. Et Fanfani était un homme assez remarquable pour détourner à son profit toute une vague de mécontentement prête à s'encadrer dans le M.S.I. Son but était de revenir au système traditionnel d'un centre épuré des socialistes les plus fanatiques ; quant à construire un nouvel état, un nouvel ordre social, une Italie moderne et des Italiens à la mesure de cette civilisation idéale, quant à insuffler au cœur de chacun cette « nostalgie de l'avenir » dont parle Almirante, il n'en était pas question, bien sûr. Pourtant, aux yeux du M.S.I., Fanfani avait une qualité essentielle : il voulait briser le mécanisme qui précipitait l'Italie vers le front populaire. Aussi le parti communiste ne voulait-il pas de lui comme président, et il démentit les propos du « Manifeste » : jamais le P.C. ne voterait Fanfani. Par contre, le P.C. était prêt à appuyer un catholique assez orienté à gauche.

Dès lors le problème était posé clairement. Le nom de l'heureux élu, expédié pour sept ans de pacage au Quirinal, n'avait plus beaucoup d'importance ; l'essentiel, c'était la manière dont il serait élu. Le sera-t-il avec l'aide des voix communistes ? C'est tout l'enjeu du combat.

Dans ce combat, les gauches, notons-le très brièvement, semblèrent remporter des succès très nets. D'une part, le « Manifeste » souhaitait entourer le vote d'une « lutte de masses ». Et partout fleurissaient les affiches montrant, par un habile montage, Fanfani en chemise noire haranguant des squadristes déchaînés, Fanfani avec Agnelli et Almirante, pendu par les pieds, à la place de Mussolini... A côté de cette agitation gauchiste, les communistes remportaient des succès de taille. Ils faisaient admettre la théorie de « l'arc constitutionnel » : le président devait être élu dans cet « arc » regroupant tous les partis ayant accepté la constitution, c'est-à-dire tous

les partis sauf le M.S.I. Il réussissait à se mettre à la tête d'un bloc des gauches, avec le P.S.I. et le P.S.I.U.P. et différents « indépendants », pour « réclamer l'élection au moyen d'une clarification démocratique, constitutionnelle et antifasciste ». Enfin, ultime succès, la déclaration du président du groupe parlementaire démo-chrétien, Andreotti : le président serait choisi par un accord général de tous les partis ayant accepté la constitution, suivant une méthode bien définie : 1) il faut d'abord mener des négociations avec les partis de centre-gauche, puis avec tous les partis constitutionnels ; 2) puis proposer une rosette de candidats possibles de la D.C. à l'ensemble de ces partis ; 3) s'entendre sur un nom avec les partis constitutionnels. Traduisons en termes clairs : le parti communiste choisit le Président de la République sur une liste d'une dizaine de noms présentée par la D.C. On n'est pas plus clair ! Le président serait donc un bon chrétien ultra-progressiste.

Hélas pour le plan communiste, le groupe démocrate-chrétien, malgré bien des résistances, choisit de voter pour un candidat unique, Fanfani. Mais cette désignation marque pour le pauvre Fanfani le début d'un long chemin de croix. Il eut à subir toutes les humiliations possibles. Hué dans les manifestations, pendu sur les murs, insulté par la gauche, trahi par son parti, finalement renvoyé avec des douceurs et des égards particulièrement mortifiants. Car la situation était infiniment simple : 1.008 électeurs, une majorité de 505 (une fois passé le premier tour). Deux blocs se heurtent, d'égale force : les gauches et la D.C. recueillent à peu près 410-420 suffrages. Restent trois autres petits regroupements, chacun disposant de cinquante voix à peu près, l'extrême-droite (M.S.I. et monarchistes), les libéraux et les sociaux-démocrates, et encore une vingtaine de représentants républicains. Dès lors il n'y a que trois solutions : ou bien l'un des deux blocs reçoit l'apport des formations intermédiaires, ou bien les deux blocs s'entendent ; ou bien enfin c'est un candidat d'« union » qui est élu en désespoir de cause, ne représentant rien, sinon l'impuissance de la démocratie italienne. Cette troi-

sième solution était l'espoir des sociaux-démocrates, qui espéraient voir leur homme, le président sortant Saragat, réélu. Mais cette solution ne fut jamais prise au sérieux par le monde politique italien, puisque Saragat ne recueillit jamais plus de 60 voix (ceci est d'ailleurs une preuve que la crise, pendant ces élections, n'a pas été aussi grave qu'on a bien voulu le dire, et que le système démocratique n'était pas vraiment bloqué, mais seulement gêné par l'épreuve de force que se livraient bloc des gauches et démocrates-chrétiens). Restait l'affrontement ou l'entente. On eut bien un affrontement pendant six tours, une pure épreuve de force qui ne pouvait déboucher sur rien, tous les candidats restant en place et tous recueillant à chaque scrutin à peu près le même nombre de voix. Mais ce nombre était sensiblement inférieur aux prévisions. Cela veut dire que, dans chaque camp, des francs-tireurs refusaient de voter pour le candidat officiel de leur parti. De Martino, le socialiste candidat unique de la gauche, était gêné par l'antipathie qu'il inspire à certains gauchistes du P.S.I.U.P., ou à des rivaux au sein de son propre parti. Fanfani surtout recueillait régulièrement 40 voix de moins que le nombre total de démocrates-chrétiens. 40 démocrates-chrétiens de gauche affirmaient ainsi leur volonté de voir un président de « front populaire » à la tête de l'Italie. Au 7^e tour donc, la D.C. retire Fanfani : « provisoirement ». Alors commencent (ou continuent) de fiévreuses consultations. Il est impossible évidemment de savoir ce qui s'est dit, ce qui s'est promis, ce qui fut concédé. Quelques points pourtant doivent être dégagés. D'abord ces consultations ne furent pas restrictives : tous les partis, y compris le M.S.I., y participèrent. Ensuite, dès ce moment, il est évident que Fanfani ne pourra plus être élu. Les communistes ne veulent pas de lui ; et Fanfani a refusé, à de nombreuses reprises, le concours des voix du M.S.I. Dès lors, Fanfani, paralysé par la trahison de 50 de ses « amis », ne peut être président. Les libéraux peuvent retirer leur candidat, les sociaux-démocrates peuvent agir de même, Fanfani ne peut pas être élu. Puisque 50 démocrates-chrétiens sont entrés dans le bloc des

gauches, il n'y a que deux solutions : l'élection d'un catholique de gauche, sans doute Moro, avec l'appoint des voix communistes et socialistes ; ou l'élection d'un catholique modéré, avec l'appoint **décisif** des voix néofascistes. Savoir ce qui s'est dit et s'est fait pendant les 23 tours du scrutin ne change rien à ce problème de base, ni au résultat triomphal : le nouveau président, Leone, doit son succès aux électeurs du M.S.I. Admirez le raccourci : au début des élections, le M.S.I. isolé, mis au ban de l' « arc constitutionnel », le P.C. arrogant qui touche au pouvoir, à la fin, le P.C. battu, ridiculisé, les 43 voix du M.S.I. devenues l'assise indispensable d'une nouvelle présidence. A qui doit-on ce succès ? Bien sûr au talent politique d'Almirante, qui a su manœuvrer de main de maître. Mais aussi à la volonté (divine surprise !) de la majorité des démocrates-chrétiens, des républicains, des sociaux-démocrates et des libéraux de bloquer l'essor des communistes.

Et c'est cette volonté, et c'est cette élection qui rendent indispensables ce que tout le monde appelle déjà la « crise de janvier ». Le parti socialiste a présenté son candidat à la présidence, contre la démocratie-chrétienne. Un coup, sans doute mortel, a été donné au centre-gauche ; et deux nouvelles majorités possibles se sont dégagées : le front populaire à la chilienne, ou le centre-droit. Alors Colombo, le président du conseil, qui a proclamé souvent sa volonté de voir une clarification décisive intervenir au gouvernement en janvier, pourra remettre de l'ordre chez lui.

Et pourtant, il faut revenir sur terre, abandonner ce beau rêve logique. Car la politique, surtout en Italie, n'est pas toujours rationnelle. Et toute cette rumeur et cette agitation peuvent s'étouffer et disparaître en un instant ! Ou bien la crise peut s'achever par un léger glissement à gauche. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'Italie a connu un bouleversement assez semblable, de 1952 à 1958. Cette période était marquée par les progrès très importants des partis nationaux, M.S.I. et monarchistes. Le coup de tonnerre fut les élections administratives de 1952 ; puis, lors des élections politiques

de 1953, ils recueillaient 17 % des voix à eux deux ! Or le gouvernement quadripartiste est alors très instable : c'est un gouvernement de pur centre, où le P.S.D.I. jouait un rôle politique proche de celui assumé par le P.S.I. actuellement dans le ministère de centre-gauche. Comme lui, le P.S.D.I. se plaignait de l'attitude réactionnaire de la droite du gouvernement (alors les libéraux) et prônait une légère ouverture à gauche. Il était de plus en plus difficile de trouver des majorités stables, même sur le papier. Après une suite de crises ministérielles, on débouche sur un gouvernement de centre-droit du démocrate-chrétien Tambroni, appuyé par le M.S.I. Aussitôt c'est le déchaînement, les manifestations de rue, les pressions innombrables. Le M.S.I. est bien incapable de résister à cette offensive violente, et le gouvernement saute. Et devant le danger fasciste resuscité, la Sainte-Alliance de la Résistance se reforme. C'est le ministère Fanfani, de « restauration démocratique » : premier pas vers le centre-gauche, qui s'installera en 1963 avec la bénédiction indulgente du P.C.

Alors ? Douze ans après une telle solution n'est pas impossible en Italie. Sans doute le M.S.I. est incomparablement plus fort en 1971 que ne l'étaient monarchistes et missini unis en 1960. Sans doute la crise de janvier, si elle entraîne des élections générales, donnera au M.S.I. l'arme redoutable d'une puissante représentation unie à la chambre. Mais aussi le mouvement est-il plus isolé qu'il ne l'était en 1960 ou en 1952. A cette époque, de larges secteurs de la D.C. étaient prêts à discuter avec lui, en particulier les puissants comités d'action civique. Et l'Eglise même n'était plus hostile à un éventuel « front national », du moins au niveau de certaines communes.

Aujourd'hui il en va tout autrement : les droites de la D.C. auront-elles le courage de résister au mouvement qui entraîne vers l'est tout le monde politique italien ? Cela dépend en grande partie de l'acuité de la crise. Si la crise est très violente, l'effort de clarification sera poussé à son terme, le combat se fera sur le thème « drapeau national contre drapeau rouge » ; à ce jeu, les forces de gauche ne peuvent l'emporter. Mais il est

très possible que la crise soit larvée, que les élections n'aient pas lieu, que les pressions de la gauche entraînent la formation d'un nouveau gouvernement de centre-gauche, où les progressistes, encouragés par l'impunité, continueraient leurs manœuvres internes. La « dynamique » de la République italienne ne serait pas renversée, tout continuerait donc comme avant.

Il reste encore une troisième solution : il peut très bien ne rien se produire d'important en 1972 : quelques tractations secrètes et aimables entre les partis, la suppression du référendum, quelques conseils de prudence aux socialistes, et le tour est joué. Cette conclusion serait bien dans l'esprit de la démocratie italienne. Car, profondément, l'Italien ne croit pas à la sincérité des hommes politiques, à l'honnêteté des professions de foi ni à la réalité des ruptures et des crises : ce ne sont que drames pour amuser le parterre, tout s'arrange en coulisses, entre complices. Le bon sens italien sera-t-il meilleur juge que les observateurs et les journalistes ? Ce bon sens cynique qui, selon l'historien (démocrate) Koban, serait l'un des legs les plus pernicioeux du fascisme, qui a transmis à l'Italie son mépris des usages parlementaires et une soumission résignée aux hiérarchies, quelles qu'elles soient. Et pourtant ! Et pourtant il est des temps où l'Italie peut croire en la Politique ; que cette foi se réveille, et les squadres se forment, et les jeunes se reconnaissent d'un regard, se regroupent et se mettent à marcher du même pas. C'est cette foi qui a animé l'Italie de 1920 à 1922, c'est cette foi qui soulève tout un peuple jusqu'à la marche sur Rome. Les politiciens italiens feraient bien de ne pas l'oublier.

Paul YAGUE

La nuit des longs couteaux

APERÇU SUR L'HISTORIOGRAPHIE OCCIDENTALE DU NATIONAL-SOCIALISME

Le national-socialisme se vend bien. L'intérêt particulier que de nombreux historiens occidentaux manifestent pour le drame du 30 juin 1934 est à cet égard significatif. Tous les éléments propres à séduire les tendances les plus obscures du lecteur semblent en effet réunis pour concourir au meilleur effet : une tragédie sanglante doublée d'une affaire de mœurs, un complot et des intrigues, de nombreuses figures hautes en couleur. Et merveilleuse aubaine, l'affaire autorise un jugement moral sur le national-socialisme : ce ne peut être évidemment qu'une condamnation, sévère et sans appel, du mouvement dans son ensemble, des origines à sa fin, dans ses aspirations comme dans ses réalisations. La bonne conscience de « l'historien » sûr de son droit rejoint ici les désirs morbides du lecteur pour le plus grand profit de l'un et la plus grande satisfaction de l'autre. Curieuse façon tout de même (mais la démocratie nous y a habitués) de concevoir l'idéal si souvent proclamé de la liberté du jugement individuel... Mais essayez seulement de contester les ukases éthiques des historiens en place et vous verrez leur réaction indignée.

Cherchons plutôt à démontrer les intentions que cache la manœuvre et voyons comme nos bons historiens moralistes s'y prennent.

Il faut d'abord commencer par impressionner par son autorité. On se vante d'avoir été le témoin de tous les événements, ce qui coupe l'herbe sous le pied à toute critique. William Shirer, dans la préface de son trop fameux **Troisième Reich**, ne procède pas autrement. « Je suis un témoin de l'avènement du Troisième Reich, nous dit-il, et j'ai vu Adolf Hitler imposer sa dictature ». Seulement le point de vue de Shirer est un peu celui de la concierge qui sur le pas de sa porte a « tout vu » sans pour autant y comprendre quelque chose. Le véritable historien, convenons-en, a d'autres ambitions.

Il y a aussi la catégorie de ceux qui veulent prouver. Ainsi Charles Bloch (**La nuit des longs couteaux**, Collection Archives Julliard) : « Cet acte de trahison fut une illustration frappante des crimes dont le régime nazi était capable et un signe précurseur des massacres qu'il devait organiser plus tard pendant la Deuxième Guerre Mondiale ». Comme c'est annoncé en première page, on est fixé sur ce qu'il faut penser, et M. Bloch espère sans doute que tout au long de la lecture, on ne perdra pas de vue cette idée bien naturelle que le national-socialisme égale le crime et la perversion. Seulement l'argument est aussi faible que dangereux. Faible, parce que c'est juger l'avant selon l'après et choisir ses critères d'interprétation dans des événements à la fois postérieurs et extérieurs au drame de 1934. Démarche très peu historique, mais qui nous est néanmoins familière, puisque nous le savons de longue date, ce n'est pas le national-socialisme qui a été jugé à Nuremberg, mais Nuremberg qui interprète le national-socialisme. Dangereux argument aussi, parce qu'on serait tenté de la même façon de juger la démocratie d'après les massacres de 1792-1794 et le communisme au vu des dizaines de millions de morts de la guerre civile, ce dont Dieu nous garde ! Mais la subtilité n'est pas la qualité première de ces gens-là...

Il y a enfin ceux qui à la condamnation morale ajoutent la savante ordonnance de la mise en scène. M. Max Gallo est du nombre, et avant toute critique saluons ses capacités théâtrales. Pour frapper l'attention, chacun sait

qu'il faut des personnages qui intéressent, des intrigues qui passionnent, un décor qui vous prenne. **La nuit des longs couteaux** de M. Gallo nous offre tout cela avec virtuosité. « Nous avons tenté, nous dit-il, de recréer l'événement non seulement dans ses causes générales ou dans ses mécanismes politiques, mais aussi en évoquant les attitudes, les pensées, les visages de tel ou tel acteur, ou encore en décrivant la couleur du ciel et les paysages qui servent de cadre à ces jours tragiques » (sic). On n'est pas plus clair sur ses intentions. Mais on reste sceptique quant à la vérité historique d'un tel « scénario », qui vise à « recréer un climat, un régime, une époque ». Nous ne connaissons que trop bien le sens de cette « recreation ».

Les personnages (ici des acteurs) sont présentés de manière à susciter l'horreur ou le dégoût, le mépris ou la haine, au moins l'antipathie et le ridicule. Ce sont des hommes pervers, criminels, moins des réalités humaines que de pauvres images déformées. Il n'y a ni description ni analyse réelles des S.A., seulement une pathologie, une criminologie, voire une zoologie de ces militants politiques.

Röhm, suivant le bien commun, n'est qu'un « soudard balafré » (Gallo), au « visage porcin », « une solide carcasse menacée par l'embonpoint », un « homosexuel notoire », « un baroudeur » (K.H. Jansen dans **Historia Magazine XX^e siècle**, n° 143), « un reître invétéré » (Constantine Fitz Gibbon, *ibid.*) ; « Karl Ernst, un ancien chasseur d'hôtel et ancien costaud dans un café fréquenté par des homosexuels » (Shirer) ; Heines, un « ancien condamné de droit commun, homosexuel notoire au visage de fille sur un corps de déménageur » (Shirer). S'il n'y a pas lieu de nier tel ou tel aspect de tel ou tel autre chef des S.A., ce qu'il faut dénoncer avec la plus grande énergie, c'est la tendance délibérée de réduire tous les S.A. à ces stéréotypes péjoratifs, en éliminant tout le reste.

Aucun de ces historiens, même Charles Bloch qui pourtant sait être un fin analyste, aucun n'échappe à ce travers, victimes de leurs préjugés moraux et de leur

ressentiment politique. Les S.A. et les nazis sont pour eux, globalement, des « voyous en uniforme » (p. 60) ; « perversis sexuels et meurtriers avérés », « assassins, souteneurs, homosexuels, cocaïnomanes ou simples voyous » (p. 69) selon Shirer. Mais n'est-ce pas le plus éclatant constat de faillite que l'on puisse dresser du système de Weimar (faillite politique, économique, sociale, morale qui submerge tous les individus) que font sans s'en rendre compte ces vertueux censeurs du national-socialisme ?

« Les S.A. en chemise brune ne furent jamais mieux qu'une bande de braillards inorganisés. Nombre de leurs dirigeants, à commencer par leur grand chef, Röhm, étaient des homosexuels avérés. Le lieutenant Edmund Heines, chef des S.A. de Munich, était non seulement un inverti, mais un criminel reconnu. Ces deux personnages et des dizaines d'autres étaient séparés par des querelles et des jalousies comme il ne peut en exister qu'entre hommes que leurs tendances sexuelles entraînent sur des chemins particuliers » (sic) : voilà qui est définitif mais de peu de conséquence. Ne faut-il pas au contraire s'étonner (pour le moins) que le gouvernement français accrédite à Berlin un personnage capable de tels jugements sur les citoyens du pays où il est en représentation officielle ? « Pourquoi refréner les instincts qui poussent tous ces Germains à asservir dans le meurtre leurs rancunes et à satisfaire une fois enfin ce besoin inné chez les Allemands de chasser du gibier humain ? » écrit sans sourciller la principale source du récit de M. Gallo (Jean François, **L'affaire Röhm-Hitler**). Avec de tels « diplomates », on comprend mieux que la guerre ait éclaté entre la France et l'Allemagne... Infortunés démocrates bien pensants, qui faites les Tartuffe et pour qui ce genre de bourrage de crâne est censé tenir lieu d'explication historique ! Piètre historien, qui se contente de remplacer l'analyse sociologique et l'étude des mentalités dans leur contexte par ses propres préjugés, et ne peut dissimuler une réaction de bourgeois libéral nanti, alliant le mépris physique des masses populaires au dégoût intellectuel des idées qui les anime !

Là encore l'arrière-pensée politique est trop visible pour nous échapper. Vous êtes des fascistes, votre place est donc à l'asile ou en prison !

Comme Gallo avec ses nuages, ses visages et ses attitudes, Shirer compose le drame : du crime, du vice, des intrigues de couloirs, un zeste de somptuosité pour émerveiller les foules : l'historiographie occidentale, quand elle s'attache au national-socialisme, ne peut décidément pas se départir de la tradition du magazine à grand succès. Au lieu d'histoire, on nous propose la collection complète de ce qu'ici-Paris, France-Dimanche ou Spéciale-Dernière auraient pu dire sur le sujet : faut-il s'en contenter ?

Le danger est qu'un lecteur mal averti prenne pour argent comptant ce que M. Gallo lui présente, et accepte le drame qu'il a construit pour de l'histoire véritable. Car, travers de l'explication historique qui veut tout ramener aux causes, dans ce récit de **la nuit des longs couteaux**, tout semble logique, réfléchi, pesé, et se dérouler comme un parfait mécanisme. Et pour mieux abuser le spectateur émerveillé, on appelle à la rescousse Shakespeare :

D'horribles rébellions, confus événements, nouvellement éclos pour des époques noires.

Brecht et sa **Ballade du pauvre chef d'état-major**, Visconti et ses fastes sanglants et pervers ; on ne dédaigne pas non plus les effets littéraires : « Alors frappe la mort nazie comme un éclair inattendu » (p. 18). Tout cela n'est bien sûr que de la poudre aux yeux pour collégiennes, mais combien ne se seront pas laissé abuser ?

Même l'anonyme « soldat politique » n'échappe pas à cette campagne de dénigrement. Il ne suffit pas qu'il soit traité de braillard, de jouisseur, de vicieux et de criminel, c'est encore un lâche. « Car ces hommes aux poses viriles, qui gonflent leurs poitrines sous les chemises brunes, qui arborent brassards, décorations, armes, ont peur. Ils ont depuis longtemps combattu sans grand péril des adversaires traqués et sans défense, ils ont

terrorisé des Allemands paisibles qui ne pouvaient réagir » (Gallo). Est-ce vraiment sans péril qu'à Cobourg, les S.A. ont défilé au milieu d'une foule hostile ? Est-ce sans péril qu'a été livrée la « bataille pour Berlin » ? Est-ce sans péril enfin que se sont battus Horst Wessel et tant d'autres ? A quelle violence répondait celle des nazis, sinon à la violence marxiste, favorisée par le système de Weimar ? Empêcher les réunions d'adversaires politiques, les agresser isolément, provoquer des heurts pour obtenir une interdiction, tous ces moyens désormais classiques ont-ils été l'invention des nazis ou celle des marxistes, qui comme M. Maser le démontre dans son ouvrage sur la **Naissance du parti national-socialiste allemand**, usaient de tout cela dès avant la guerre à Berlin, Vienne ou Munich ?

Mais l'odieux s'ajoute au ridicule lorsqu'avec une partialité répugnante Charles Bloch ose écrire : « Il n'y a pas lieu de s'apitoyer sur le sort de tous les S.A. abattus le 30 juin. Il y avait parmi eux des assassins et des tortionnaires de la pire espèce comme Heines et Karl Ernst, véritable écume de l'espèce humaine, qui en brutalité et en cruauté, ne le cédaient en rien aux SS qui prenaient la relève (p. 164) ». Craignez seulement, M. Bloch, que par un jugement semblable nous cessions de nous apitoyer sur les autres victimes de l'hitlérisme...

Tout cela montre qu'en réalité cette génération d'historiens n'est que la pâle imitatrice des adversaires contemporains du national-socialisme, qui eux du moins avaient quelque raison de s'aveugler. Ainsi le socialiste Niekisch, qui analyse les S.A. comme le curieux amalgame de la bourgeoisie et du lumpenprolétariat, du vice et de la perversion, tout entières tournées vers « les traitements, les titres, le butin ». Ce type de condamnation, en l'absence de toute étude véritable sur les S.A., n'est à tout prendre qu'une tentative désespérée pour justifier moralement les adversaires du national-socialisme, et faire d'eux des saints, des martyrs ou des héros. A ce petit jeu, la droite et la gauche, les communistes et les socialistes, les conservateurs et les cléricaux, les démocrates et les libéraux, s'estiment également

blanchis. L'adversaire est mis hors-la-loi, ce qui évite de s'interroger sur soi-même...

Mais revenons au 30 juin 1934. Comment l'historien objectif peut-il débarrasser le problème des préjugés et des effets faciles ? Contre la thèse qui réduit le national-socialisme à un sous-produit du grand capital et celle qui le transforme en un phénomène shakespearien mêlant l'horreur à la violence, quelle meilleure explication adopter ? Comment apercevoir au-delà du « complot de fanatiques et d'ambitieux » qu'est encore le national-socialisme selon quelques historiens attardés, comment apercevoir la réalité humaine et les vraies motivations recouvertes par le drame du 30 juin 1934 ?

Il est certain tout d'abord qu'à cette date les S.A. ne sont pas satisfaits. Beaucoup se sentent frustrés dans leurs aspirations, leur place est mal définie à l'intérieur du nouvel Etat, certains de leurs ennemis les plus acharnés sont encore aux postes de direction, risquant ainsi de « ruiner l'âme même du mouvement » (Röhm).

La droite en effet (conservateurs, grands capitalistes, Reichswehr) reste très active, et cherche auprès de Hitler des assurances contre ses propres troupes... auprès de lui, ou contre lui... Röhm parle beaucoup d'une « seconde révolution », s'attaque aux « réactionnaires, petits bourgeois et cagots », déclare que « le rocher gris (l'armée) doit être submergé par le flot brun (les S.A.) ».

La position de Hitler est dès lors très inconfortable. Son pouvoir, récent, n'est pas encore consolidé. Il a besoin du soutien de ses troupes et de l'accord d'autres forces toujours puissantes (droite, armée, capitalistes). Il lui faut tenir la balance égale entre les puissances rivales. Surtout, pour relancer l'économie et opérer un réarmement discret, il veut maintenir à tout prix la tranquillité et l'autorité de l'Etat. Or l'indiscipline et les violences des S.A. se poursuivent après la prise du pouvoir de 1933, qu'ils estiment incomplète. Ayant besoin de l'appui de la Reichswehr pour son programme de réarmement, mais ne pouvant se priver du soutien essentiel des Sections d'Assaut, il ne les supprime pas, il les purge de leurs éléments les plus dangereux et les plus

compromettants à ses yeux, à ceux de l'opinion intérieure et à ceux de l'étranger ; et il en profite pour se débarrasser du même coup de ses adversaires de droite. L'équilibre après la crise est ainsi sauvegardé. Les S.A. subsistent, la Reichswehr lui est acquise, la droite terrorisée s'incline.

Tel est le schéma rapide le plus vraisemblable des antécédents de ce drame. Reste à connaître ce qui sans conteste est déterminant dans cette affaire, à savoir l'attitude des S.A., de ces millions de « soldats politiques », avant et après la crise. Prodige qu'après avoir subi tant de qualificatifs, ces hommes restent encore si mal connus ! Quels étaient les buts, les désirs, les ressentiments et les fidélités du S.A. inconnu à Berlin ou à Munich, en Schleswig ou en Silésie, sur le Rhin ou sur la l'Elbe ?... Tâche passionnante que de découvrir cette réalité encore bien obscure, mais une chose reste pour nous certaine : la vérité historique ne pourra éclater que lorsque de faux historiens animés d'intérêts équivoques auront cessé d'enraciner les préjugés et de distiller la haine. Ne sont-ils pas en définitive aussi aveuglés que tous ceux qui au lendemain de la nuit des longs couteaux prédisaient au national-socialisme un effondrement imminent ?...

T.B.

V

L
cor
asp
tiq
cul
pui
rév
dor
«
ver
N
exp
à l
le g
con
mis
tiss
un
Les
dés
idéa
des
par
nou
mar

(1)

Vous ne comprenez pas le gauchisme ⁽¹⁾

(Fin)

Nous voici donc à la fin de ce bref panorama du gauchisme contemporain dont nous avons essayé de montrer les deux aspects essentiels : un gauchisme marxiste, purement politique, et un gauchisme esthétique, axé sur les problèmes de culture. Entre les deux, un gauchisme qui s'affirme politique, puisqu'il prétend promouvoir une société nouvelle par la révolution, une révolution qui ne serait pas celle des marxistes dont il condamne le sérieux. Ce dernier gauchisme qu'on dit « anarchiste » est une déviation du gauchisme esthétique vers la politique.

Nous avons aussi brièvement envisagé les causes qui expliquent ce double mouvement qui caractérisera sans doute à l'avenir les années 60 ou 70. Ces causes, ce sont, pour le gauchisme esthétique, avant tout le refus de la société de consommation et de la société de masse, le refus des compromissions et, surtout aux U.S.A., la peur panique de l'anéantissement symbolisé par la guerre atomique et qui entraîne un désir passionné de jouir intensément de l'instant présent. Les gauchistes marxistes sont eux aussi animés par un certain désir de pureté, mais ici il s'agit de conserver la pureté idéale de la cité bolchevique et de la révolution : refus des « compromis indispensables », refus de la discipline du parti, manque de sens historique et des réalités locales, voilà, nous l'avons vu, autant de traits qui caractérisent le gauchisme marxiste.

(1) Voir le début de cette étude dans nos numéros 99 et 100.

Une fois ces motifs compris, nous pouvons juger avec plus d'objectivité et de compréhension ces phénomènes politiques. Ainsi le gauchisme marxiste peut-il maintenant nous apparaître (une fois oublié le visage peu amène de Krivine) comme une tentative naïve, mais assez touchante, de sauvegarder l'idéal marxiste d'une société parfaite, pure de toute injustice, où l'homme pourrait enfin être libre et heureux, un idéal qui coïncide étrangement avec l'idéal rousseauiste ou hippy : c'est que ces trois idéaux ont une même source, une même origine psychologique qu'Eugenio d'Ors a énoncée sous le terme de « Paradis perdu », mythe caractéristique du Baroque selon le maître espagnol. L'originalité des marxistes orthodoxes sur ce point, est de vouloir conserver cet idéal sans refuser la « cuisine » politique qu'est en réalité toute révolution bien faite. Cette contradiction, nos gauchistes marxistes ne peuvent l'éviter. Mais ils poussent du moins l'honnêteté jusqu'à dénoncer toutes les médiocrités des P.C. officiels. Qui a manifesté ouvertement contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, sinon les gauchistes... et les nationalistes ? Il ne faut cependant jamais oublier que les gauchistes, malgré ce sympathique remue-ménage, font en fait le jeu des communistes toujours prêts à tirer parti de leurs actions. Il est d'ailleurs indéniable que beaucoup d'entre eux, l'âge venant, deviendront d'excellents militants du P.C. Utilisant systématiquement la violence par refus de l'attentisme et des compromis, ils entravent l'action des forces hostiles au communisme (voir à cet égard le destin du Mouvement Occident) ; et, en même temps, ils font apparaître le P.C. comme un parti d'ordre et sont susceptibles de lui attirer des sympathies parmi les couches sociales les plus traditionnellement hostiles au marxisme. Les gauchistes sont incapables de prendre le pouvoir par eux-mêmes, mais ils préparent la voie aux communistes.

Cependant cet extrémisme de gauche a souvent des retombées inattendues. C'est un fait bien connu que beaucoup de chefs et de militants d'extrême-droite sont issus du communisme ou du socialisme et souvent de l'aile la plus extrémiste de ces partis. Le cas de Mussolini est probant à cet égard. Dans le parti socialiste italien des années 1910 à 1914, il représente la ligne la plus dure. C'est cet inconnu qui, en

plus
ques.
ppa-
nme
rder
stice,
déal
py :
ême
s le
oque
oxes
user
tion
s ne
été
iels.
éco-
faut
npa-
istes
eurs
ront
t la
ils
voir
en
parti
hies
tiles
e le
mu-
om-
de
mu-
iste
ard.
914,
en

mars 1911, amène la Section Socialiste de Forlì, la ville de son enfance, à faire scission d'avec le P.S.I. alors dominé par les réformistes. C'est lui qui, au Congrès de Reggio Emilia, s'impose en faisant expulser les députés réformistes coupables de soutenir la guerre coloniale menée par l'Italie en Libye. C'est lui qui, en 1913, approuve les grèves « sauvages » de Milan, menées par les Syndicalistes Révolutionnaires contre l'avis des socialistes et de la C.G.L. Enfin, son activité est couronnée au Congrès d'Ancône, en 1914, où il devient le vrai chef du parti grâce à son poste de directeur de l'« Avanti » ! A cette époque, Mussolini se caractérise par une position extrémiste en tous points : anticolonialiste, antimilitariste, anticlérical (ce qui l'amène à écrire un ouvrage d'un goût douteux, « L'amante du Cardinal »), Mussolini est aussi hostile à la petite propriété, considérée comme un reste féodal...

Gauchiste donc, Mussolini ? En effet, les bien-pensants du Socialisme lui reprochent ce que les communistes reprochent aujourd'hui aux gauchistes : on ne le traite pas encore de fasciste, bien sûr ! mais de « réactionnaire ». Le réformiste Treves écrit à son propos : « C'est un « idéaliste-révolutionnaire » et « le néo-idéalisme même quand il s'applique à la Révolution, reste réactionnaire ». Car le « socialisme » de Mussolini est déjà original et justifie l'interrogation de Turati, autre socialiste proche des réformistes : « Religion ? Magie ? Utopie ? Sport ? Littérature ? Roman ? Névrose ? En tout cas, ce n'est pas du socialisme ». Ces mêmes mots ont été utilisés à propos de nos gauchistes. En un sens, ils les méritent ; Mussolini aussi. Car son but a été de remanier la (déjà) vieille théorie marxiste à la lumière des nouveaux courants intellectuels qui agitaient alors le monde de la culture. C'est ainsi qu'il a travaillé à introduire Bergson et Nietzsche dans le socialisme italien, comme il a manifesté sa sympathie pour le syndicalisme révolutionnaire. Dans une lettre à Labriola, il définit ainsi ce dernier courant : « Le S.R. n'implique pas dans sa pratique la réalisation d'un catéchisme... C'est avant tout un état d'âme ». Or, c'est de ce syndicalisme révolutionnaire que devait sortir tout un mouvement renouvateur, lors de la guerre de 1914-1918 : ce sont Lagardelle et Sorel en France, De Ambris et Corridoni en

Italie. Tous ces hommes choisissent la guerre, et cela les oriente en un courant qui trouvera son expression finale dans le fascisme.

Car le fascisme est né chez Mussolini d'une semblable évolution : c'est l'insistance sur le style, sur l'idéal qui amène celui-ci, bien avant la guerre, à prôner la lutte pour elle-même, afin de bâtir une humanité plus forte, d'« esprits libres, fortifiés par la guerre, dans la solitude, dans le danger ». Ce sont ces élites seules qui peuvent faire la révolution ; la révolution elle-même n'a pas de sens, sinon d'amener l'ensemble de l'humanité au niveau de ces élites. Le but de la Révolution, ce n'est pas tant de changer les institutions que de changer l'humanité. Le but de la Révolution, c'est le Surhomme. « Le socialisme n'est pas affaire de commerçants... c'est un effort d'élévation morale et matérielle singulière et collective, la plus chère espérance pour des millions d'hommes qui souffrent et veulent non plus végéter, mais vivre ». La formule a déjà des accents fascistes. Les gauchistes qui, en mai, définissaient leur combat comme « la lutte de la Vie contre la Survie », se rendaient-ils compte que leurs paroles n'étaient plus celles du marxisme !

On le voit, dans ces propos du Mussolini « socialiste », dans ce ton, dans ces accents, le fasciste est déjà en gestation. Dès lors, la guerre ne fera qu'accélérer et que préciser l'évolution de Mussolini, comme elle accélérera celle du syndicalisme révolutionnaire. Et cette évolution est sans doute issue de ce principe absolu : en politique, l'idée, le style sont essentiels. Le gauchisme esthétique, en admettant explicitement ce principe, comme le gauchisme « marxiste » le tolère, sont donc sur une pente qui les éloigne du marxisme.

Bien évidemment, le « style » illustré par les hippies drogués et apathiques est tout différent du style des squadristes vêtus de noir et hurlant « Me ne frega » (1) en se jetant sur les cortèges communistes « la bomba in mano e in bocca il fior » (2). Cela est vrai. Mais on peut se demander si le souci d'avoir un style, quel qu'il soit, n'est

(1) « Je m'en fous », devise de certains squadristes.

(2) « La grenade à la main et une fleur à la bouche ».

pas une attitude foncièrement antimarxiste. Avoir un style, cela veut dire s'imposer un code, former une société qui en respecte et en applique les principes, c'est affirmer sa différence face au refus marxiste de la différence, c'est tourner le dos au matérialisme.

Et même si ces gauchistes se ridiculisent parfois par leur vertueux refus de la « société de consommation » dont ils profitent plus que tout autre, même s'ils poussent jusqu'à l'absurde le refus de tout progrès économique (refus qui est pour eux refus de la société, de ses règles, de sa hiérarchie et de ses combats), même si leur style peut sembler parfois le moins proche du « surhomme » et le plus répugnant qu'il est possible, malgré toutes ces tares, le gauchisme esthétique est sans doute plus riche de nouveautés et d'avenir qu'un gauchisme marxiste dont Lénine, il y a 50 ans, a défini une fois pour toutes les sources et les vices. D'autre part, ce gauchisme esthétique est beaucoup moins rigide, beaucoup plus malléable et donc susceptible à la fois de subir et d'enrichir toute force qui s'imposera à lui. Déjà aux U.S.A. fleurissent les écriteaux sur le thème : « Keep America clean, have a cut hair », thème sur lequel un groupe pop vient de sortir un disque, tandis que le naguère frénétique Jerry Rubin convie ses « troupes » à abandonner les cheveux longs, désormais symbole du néo-conformisme bourgeois. Changement de style ? C'est possible, encore qu'improbable dans l'immédiat.

Ce qui est sûr, par contre, c'est que le fossé se creuse de plus en plus entre les gauchistes « marxistes » et les gauchistes « pop ». Les insultes fusent d'un bord à l'autre : militants incapables de faire la révolution en eux-mêmes, fantaisistes, petits bourgeois enragés... ! C'est le gauchisme marxiste qui, paradoxalement, mène la lutte contre ce magma « pop » qui lui assure pourtant une audience et une masse de manœuvre inappréciables. Cela vient de la rigidité doctrinale de ces trotskystes ou maoïstes. Ils reprochent deux choses à leurs frères gauchistes ennemis (eux-mêmes ne se reconnaissent pas toujours gauchistes) : d'être récupérés, broyés dans l'énorme machine capitaliste du disque, du livre, de la fabrique à vedettes, du gadget pour jeunes. C'est vrai. Mais le dire, c'est manquer d'intelligence politique ! On a vu

des maoïstes, masqués, venir chasser de la scène Léo Ferré, le vieil ours aux cheveux longs, pourtant tout disposé à dire du bien de ces jeunes révolutionnaires. Ainsi, par son intransigeance, le gauchisme politique risque de perdre le bénéfice d'une mode qui l'a jusqu'ici fortement aidé. Il risque surtout de sacrifier cette courroie de transmission auprès des jeunes qu'est le mouvement « pop ». C'est peut-être dans cette intransigeante stupidité des gauchistes que réside la meilleure chance des nationalistes. Car il est certain que les deux mouvements ne vont cesser de s'éloigner et de diverger. Les marxistes ont compris la nécessité d'une organisation solide : c'est la Ligue Communiste qui s'efforce de devenir un parti sérieux et veut faire croire à sa maturité politique : il faut donc rompre avec les fantaisies « gauchistes ». Et, dans la mesure où la Ligue Communiste semble devenir le plus puissant mouvement gauchiste en France, il est sûr que cette réussite aura aussi des conséquences à l'étranger. Même si la tentative de créer un parti trotskyste échoue, le P.C. sera toujours là pour récupérer les gauchistes repentants. A l'opposé, le gauchisme « esthétique » ne cesse de réduire ses activités militantes et de se diluer dans le vaste phénomène pop.

Le faisceau des forces qui ont contribué à l'extraordinaire développement du gauchisme est en train de se disloquer. Derrière ces groupements, pour la plupart affaiblis et divisés, apparaissent les vrais dangers : le Parti Communiste, toujours prêt à assumer l'héritage de mai 68, et les gaullistes qui profitent d'une menace sans consistance pour se maintenir au pouvoir. C'est contre eux avant tout qu'il faut diriger nos coups. Non, le gauchisme n'est pas le Mal, il y a bien d'autres périls que ce mouvement aux traits si divers. Aussi, attaquer le gauchisme n'est pas une action politique efficace ni clarificatrice. Il faut savoir discerner, dans le gauchisme même, les aspects néfastes ou dangereux sur lesquels il faut concentrer ces attaques : pour les gauchistes esthétiques, il faut montrer ce que leur style a de médiocre et en définitive de conformiste ; pour les gauchistes marxistes, il faut dénoncer la liaison objective qui les lie aux communistes orthodoxes dont ils voudraient se démarquer. Ce qui revient à combattre en priorité l'appareil du P.C. et l'affairisme gaulliste. Car ce

sont bien ces deux partis qui, par leur propagande ou leur faiblesse, ont permis jusqu'ici la conjonction des forces gauchistes ; ce sont eux qui profitent de leur affaiblissement éventuel, l'un par le retour au bercail des brebis égarées, l'autre en agitant devant les électeurs les soubresauts violents de groupuscules agonisants et manœuvrés par des provocateurs.

Attaquer communistes et gaullistes, c'est la certitude pour les nationalistes de rejoindre la jeunesse dans ses antipathies spontanées ; c'est aussi le seul moyen de fonder, comme nos camarades italiens, un Front de la Jeunesse qui substitue au regroupement des différentes tendances du gauchisme, le faisceau des forces de tradition et de renouveau qui donne à la révolte des jeunes une direction originale et qui leur fasse découvrir le sens profond et les véritables aspirations de leur soulèvement.

SERGE THOMAS

Nationalistes de Suisse et de Belgique

Les 30 et 31 octobre derniers, les Suisses se sont rendus aux urnes. Si aucun bouleversement n'est sorti de cette consultation, un fait mérite quand même notre attention, à savoir l'entrée au Conseil National Helvétique (l'équivalent de notre Assemblée Nationale) de 11 élus nationalistes répartis équitablement entre l'Action nationale contre l'emprise étrangère et le Mouvement national d'Action républicaine et sociale.

Allant probablement former un groupe unique au Conseil National, les nationalistes helvétiques représentent d'ores et déjà la 6^e force politique du pays (derrière les radicaux, les socialistes, les démocrates-chrétiens, les agrariens et les indépendants) avec 5,5 % des sièges (contre 0,5 % il y a quatre ans — 1 siège sur 200 —, ce qui les plaçait à la 10^e place). Précisons que si cette poussée s'est effectuée aux dépens de quatre partis politiques, ce sont surtout les socialistes qui ont fait les frais de l'opération en perdant 5 sièges.

L'Action nationale contre l'emprise étrangère.

L'Action nationale contre l'emprise étrangère n'est pas une nouvelle venue sur l'échiquier politique suisse. Succédant au Mouvement contre la pénétration étrangère qui avait eu 1 élu en 1967, l'Action nationale fut la promotrice de l'« initiative contre l'emprise étrangère » soumise à référendum le 7 juin 1970. Alors que les partis classiques, les Eglises et les corps constitués se déchaînèrent contre un projet qui tendait à limiter le nombre des étrangers à, grosso modo, 10 %

de la population totale, l'Action nationale se battit seule contre tous et obtint le soutien de 46 % de l'électorat (avec une majorité absolue dans 7 cantons sur 22). Bien que cette « initiative » fut rejetée (n'ayant pas atteint les 50 % requis), le Gouvernement a tenu compte de ce fort mécontentement en bloquant les nouveaux candidats à l'immigration hors des frontières.

Mais l'Action nationale n'a pas voulu rester sur un échec, même relatif. Le 30 septembre 1970, elle annonça sa volonté de « poursuivre la lutte contre la surpopulation étrangère ». Ce but allait rapidement se concrétiser, et le 28 mars 1971, le mouvement décida de lancer une nouvelle « initiative populaire contre la surpopulation étrangère ». En attendant d'en connaître les résultats, concluons en disant que l'Action nationale est fortement implantée dans les cantons de Berne et de Vaud où elle a fait élire ses candidats en octobre dernier. De plus, notons que, lors des élections du 25 avril 1971 visant à élire le Grand Conseil du canton de Zurich, elle obtint 10 sièges sur les 180 qui étaient à pourvoir, faisant ainsi pour la première fois son entrée au Parlement Zurichois.

Mais l'essor de ce mouvement ne s'est pas fait sans heurts au sein de sa direction. Fondée et présidée par le Conseiller national James Schwarzenbach, l'Action nationale connut une tension interne quelques mois après le référendum de juin 1970. Certains de ses dirigeants décidèrent en mars dernier de relancer une nouvelle « initiative », ce qui ne fut pas du goût de M. Schwarzenbach. Mis en minorité, ce dernier quitta le mouvement que prit en main M. Weber. Ajoutons que ce départ fut momentané, puisque l'intéressé revint sur sa décision quelques semaines plus tard en réintégrant l'Action nationale, sans pour autant reprendre son poste de président.

Tout en redevenant membre de ce groupement, M. Schwarzenbach fonda, le 12 mai 1971, le Mouvement national d'action républicaine et sociale dont il devint le président. Avant de voir quels sont les objectifs du Mouvement, signalons que la personnalité de M. Schwarzenbach en fait le numéro un du nationalisme helvétique. Energique et raffiné, ne portant pas la soixantaine, cet industriel zurichois fonda le Mouvement contre la pénétration étrangère (dont il fut l'unique représentant au Conseil National de 1967 à 1971) qu'il transforma

en Action nationale contre l'emprise étrangère après 1967, avant de créer, cette année, un parti politique plus vaste : le Mouvement national d'action républicaine et sociale.

Mouvement national d'Action républicaine et sociale.

Ce Mouvement, s'il reprend également le thème de la lutte contre la surpopulation étrangère, est beaucoup plus complet que l'Action nationale contre l'emprise étrangère, groupe dont le nom tient lieu de programme. C'est ainsi que le parti de M. Schwarzenbach fait campagne contre l'adhésion de la Suisse à la Communauté Economique Européenne et à l'Organisation des Nations Unies, et ce au nom de la neutralité armée. (Précisons que sur le plan européen, tout en « combattant » le Marché Commun, le Mouvement se prononce pour une Europe fédéraliste basée sur une entente entre les peuples). Les autres points ont trait à la défense des classes moyennes et de la paix sociale, et à un retour à l'assainissement de la monnaie nationale, assainissement obtenu en combattant les puissances financières étrangères responsables de l'inflation actuelle.

Ces objectifs ont déjà rencontré un accueil favorable auprès des Suisses. C'est ainsi qu'au bout de cinq mois d'existence, une demi-douzaine de membres du Mouvement furent élus en octobre dernier au Conseil National où ils représentent les cantons de Zurich, de Bâle, d'Argovie et de Thurgovie.

Ainsi, pour la première fois de son histoire, la Confédération Helvétique vient de se doter d'une opposition nationaliste digne de ce nom. Même si cette dernière est encore faible, car localisée seulement dans la moitié nord-ouest du pays, elle a au moins le mérite d'exister et d'être représentée à l'Assemblée législative suisse.

EN BELGIQUE

Le 7 novembre dernier, soit une semaine après leurs homologues suisses, les électeurs belges sont allés élire leurs 212 représentants à la Chambre. Peu de changements sont intervenus à la suite de cette consultation générale.

La Belgique verra probablement la coalition sortante (Parti Social-Chrétien et Parti Socialiste Belge) reconduite dans ses fonctions gouvernementales. Quant à l'opposition, elle sera toujours dominée par le Parti pour la Liberté et le Progrès, malgré une nette régression dont ont profité, entre autres, les traditionnalistes flamands regroupés au sein de l'Union du peuple, plus connue sous son nom flamand de « Volk-sunie ».

L'Union du Peuple.

L'Union du Peuple demeure, depuis les élections législatives de 1965, le quatrième parti politique belge. Elle a doublé son audience électorale ces cinq dernières années. Aujourd'hui, elle bénéficie du soutien de 11 % de l'électorat belge, et est représentée à la Chambre par 22 députés.

Mais à la différence des trois principales formations politiques du pays, l'Union du Peuple n'est implantée que dans une partie du territoire national, là où les gens sont de langue flamande. L'essence purement flamande de ce mouvement en fait un parti différent des trois autres grands qui, eux, sont d'obédience nationale.

L'objectif primordial de l'Union du Peuple est l'instauration d'une Belgique fédérale avec pour composantes la Wallonie et la Flandre. Mais ce fédéralisme devra, selon ses vœux, tenir compte de la position majoritaire flamande et trouver sa concrétisation au sein du Gouvernement. Voilà pourquoi l'Union du Peuple combat les réalités actuelles qui tendent à équilibrer les deux Communautés, au sein de l'exécutif par exemple, en attribuant aux francophones le même nombre de portefeuilles qu'aux Flamands. Elle rejette également les solutions, prônées par certains francophones, qui auraient pour but de fonder un Etat fédéral à trois (Wallonie, Flandre et Bruxelles), et pour conséquence de rendre majoritaires les milieux francophones.

Si l'Union du Peuple est très attachée à la cause du fédéralisme belge, elle est encore plus combative quand il s'agit de protéger les intérêts de la Communauté flamande. Nous pouvons dire que la Flandre, comme nous l'avons sous-entendu au début de cet article, est sa principale raison de vivre.

La Flandre avant tout, tout pour la Flandre, tel pourrait être son slogan. Ce traditionalisme affecte tous les secteurs touchant la vie de la Communauté flamande, que ceux-ci soient d'ordre social, territorial ou culturel.

Sur le plan social, l'Union du Peuple a marqué un point important en janvier 1970, lors de la grève des mineurs du Limbourg. Attaquant en bloc l'Etat, les patrons et les syndicats responsables, selon elle, de la situation scandaleuse qui régnait dans le bassin minier, et dont les ouvriers faisaient les frais, l'Union du Peuple soutint et encadra le mouvement gréviste. Cette attitude des traditionalistes flamands prit de court le Parti Communiste « Belge », et valut à la Volksunie de nombreux suffrages supplémentaires lors des élections communales du 11 octobre 1970, suffrages qu'elle a accrus depuis.

Cette défense du monde du travail s'accompagne d'un esprit tout aussi combatif quand il s'agit de protéger les « frontières » du territoire flamand. Ainsi, le 30 janvier 1967, l'Union du Peuple provoqua de violentes manifestations pour protester contre le rattachement administratif de Mouscron et de Comines (deux localités francophones situées en Flandre) au Hainaut, province Wallonne. Quelques années plus tard, en octobre 1969, la conférence parlementaire, constituée en vue de régler certains problèmes linguistiques, dut suspendre ses travaux, l'Union du Peuple ayant pratiqué la politique de la chaise vide. M. Vander Elst, président du Mouvement, expliqua ce geste en affirmant qu'il refusait, entre autre, la francisation des communes flamandes de la banlieue bruxelloise, et l'annexion de ces dernières à l'agglomération de la capitale. Aujourd'hui, le parti de M. Vander Elst veut « sauver » un groupe de villages des Fourons (situés dans le Limbourg), « menacés » de rattachement administratif au Ministère de l'Intérieur. Mais le plus important pour l'Union du Peuple est la lutte qu'elle mène, sur le plan parlementaire et dans la rue, en faveur de l'autonomie culturelle des Flamands.

Nous nous souvenons tous des incidents qui ensanglantèrent Louvain et principalement son Université, il y a de cela quelques années déjà. L'objectif, partiellement atteint, était de transformer cette Université bilingue en Université

autonome flamande, réservée uniquement aux Flamands. Ce fait est un des nombreux exemples qui se déroulent périodiquement et qui illustrent merveilleusement bien l'atmosphère qui règne (même si actuellement elle est moins tendue) entre les deux Communautés. Cet acharnement à défendre la personnalité flamande aboutit, le 9 juillet dernier, à un premier résultat intéressant pour le Mouvement puisque ses sénateurs votèrent le projet de loi présenté par le Gouvernement, projet qui donne dorénavant au père de famille bruxellois la liberté de faire élever ses enfants dans la langue de son choix. (Jusqu'à présent, les Bruxellois francophones plus nombreux faisaient du français la langue imposée dans la capitale !) Pour l'Union du Peuple, cette approbation de l'autonomie culturelle constitue un premier pas vers le fédéralisme.

Présente partout en Flandre et faisant preuve d'un dynamisme virulent, l'organisation est en progrès constant. (Notons que sur les 22 sièges de députés qu'elle a obtenus, 20 — sur 107 — l'ont été en Flandre, et 2 — sur 33 — à Bruxelles.)

Remarquons enfin que le Mouvement fut le seul en Belgique à faire campagne — et à voter au Parlement — en faveur de la levée de l'interdiction de séjour de M. Léon Degrelle, ancien chef de Rex, qui vit aujourd'hui en exil quelque part en Espagne. Même si cette motion fut rejetée, le geste fait par la Volksunie méritait d'être signalé. Il permet ainsi de mieux situer le parti des traditionalistes flamands.

La Flandre, donc la Belgique, se réveille. L'Union du Peuple qui rassemble sous sa bannière 1 Flamand sur 5 et 1 Belge sur 9 symbolise ce renouveau. Après les nationalistes suisses, c'est au tour des traditionalistes flamands de Belgique d'accroître leur audience électorale, confirmant ainsi le renouveau qui se manifeste par-ci par-là en Europe en faveur des thèses nationalistes, ou même plus simplement traditionalistes.

Jean-Yves COULON.

« Natalis Invicti »

Il est toujours intéressant de ressortir à la lumière la signification primordiale que contiennent des symboles et des traditions devenus au cours des temps des pratiques presque toujours ignorantes de leurs racines originelles. Tel est le cas, par exemple, des deux grandes fêtes de ces jours-ci, Noël et le Jour de l'An. Bien peu se doutent aujourd'hui, en plein siècle des foules cosmopolites, des gratte-ciel, de la radio, qu'avec la célébration de ces festivités significatives, on continue une tradition que l'on peut bien qualifier de primordiale, et de cosmique, puisque ses traces nous ramènent aux temps mêmes qui virent l'aurore de l'humanité, et dans laquelle ne se reflétait pas tant une croyance des hommes que la grande voix des choses elles-mêmes.

Il faut d'abord relever qu'à l'origine, Noël et le Jour de l'An coïncidaient : dans tout un cycle de civilisation ancienne, le début de l'année nouvelle tombait au *Solstice d'Hiver* auquel correspondait justement la date de Noël : 25 décembre. Une telle date, à Rome, était une date solaire : c'était celle de la résurrection du Dieu Soleil Invaincu : *Natalis Solis Invicti*. Avec elle, comme jour du « Soleil nouveau » — *sol Novus* — prenait donc commencement à l'époque impériale, le nouveau cycle annuel. Mais le Noël solaire romain renvoie à son tour à une tradition bien plus ancienne. Du reste, *Sol*, le Soleil, apparaît déjà parmi les *dii indigites*, c'est-à-dire parmi les divinités des origines, qui échurent aux Romains à partir d'une antiquité antérieure et mystérieuse.

Une série de nouvelles recherches, au sujet desquelles, du reste, nous aurons l'occasion de faire référence dans ces mêmes colonnes, incline — entre autres choses — à établir que, déjà, à l'époque de la pierre, l'humanité avait une civilisation à elle, une religion à elle, au lieu de n'être, comme on le croit communément, qu'un ensemble de hordes sauvages et presque animales. Le centre de cette civilisation, surtout parmi les souches qui devaient être les progéniteurs des races indo-européennes successives, aurait été justement, non seulement le culte solaire, mais aussi le *Solstice d'Hiver*, c'est-à-dire que la date de Noël aurait été pour cette civilisation le point le plus significatif. Symboles, signes, hierogrammes, figurations sur vases, armes ou ornements, dispositions énigmatiques de pierres rituelles ou de cavernes dans les traces de la préhistoire, éparses parmi les lieux les plus divers de la Terre, rites plus tardifs et mythes des civilisations successives, vus sous des lumières différentes, semblent donner aux nouveaux chercheurs un témoignage singulier et unanime de tout cela : ce qui confirme tout ce qui peut apparaître directement à celui qui, par « tradition », est familier d'un certain ordre d'enseignement.

En outre, avec le retournement des interprétations propres au matérialisme pseudo-positiviste d'hier, ce qui, comme point de départ, doit être arrêté, une fois de plus, c'est que l'homme ancien voyait les choses avec un regard bien différent de celui d'aujourd'hui. Celui-là concevait la nature sous l'apparence d'un symbole. Loin de diviniser superstitieusement les grands phénomènes naturels, il comprenait ces phénomènes comme des expressions symboliques qui lui étaient spontanément offertes avec des signes puissants de la nature en tant que significations supérieures. C'est dans un tel sens que le culte solaire aurait été celui d'une grande civilisation préhistorique : c'est-à-dire dans le sens que le cours annuel du Soleil dans ses phases ascendantes et descendantes aurait servi à exprimer et, pour ainsi dire, à sensibiliser l'intuition d'une loi universelle de renouveau, de « mort et renaissance ». Le Solstice d'Hiver est le point critique de ce déroulement : c'est celui dans lequel la lumière semble s'éteindre et abandonner la Terre désolée et glacée, mais sur laquelle voici qu'à nouveau elle se lève et resplendit.

Dans ce sens, la date du 25 décembre, déjà en des temps antérieurs de millénaires à la Chrétienté, signifia naissance, renaissance, lumière, et à celle-ci correspondirent les rites et les fêtes sacrées. Ici surgit une vie nouvelle, s'ouvre un nouveau cycle, se place un nouveau commencement. L'arbre de Noël qui survit encore aujourd'hui, chargé de « dons », reproduit un très ancien « arbre de vie », l'arbre cosmique de la renaissance.

Ce sont ces mêmes significations rituelles et symboliques qui prirent corps dans la Rome antique même. Au contact avec la religion guerrière de Mythra sous Aurélien, la date du 25 décembre fut aussi celle de la célébration du *Natalis Invictis*, c'est-à-dire celui de Mithra même, considéré comme héros solaire. Avec cela, ainsi qu'on l'a justement relevé, le calendrier romain fut restauré dans son aspect astronomique et physique antique qui était le sien aux temps premiers de Romulus et de Numa, et qui conférait aux fêtes la signification des grands symboles, dans la coïncidence de leurs dates avec les grandes époques de la vie du Monde.

L'attribut de *invictus-aniketos* — au Soleil et à Mithra — est un attribut triomphal. En Orient, on l'appliquait déjà aux puissances sidérales justement parce que, après avoir semblé disparaître et périr, elles ressurgissent toujours dans une nouvelle splendeur, victorieuses sur les ténèbres. Il suffit de transposer analogiquement cette idée pour comprendre le sens intime de l'application de l'attribut solaire aux types et aux idéaux d'une super-humanité dominatrice. Comme le Soleil ressurgit, toujours victorieux sur les ténèbres, ainsi, dans une éternelle victoire intérieure sur la nature mortelle et instinctive, s'accomplit celui qui a éminemment la vertu mystique d'être roi, vainqueur, duc. De là, toute une série de traditions très intéressantes, que, malheureusement, nous ne pouvons même pas mentionner, où l'on retrouve toujours une connection entre le symbole solaire et les formes suprêmes, « divines » de la royauté ; des Indes et de l'Égypte, jusqu'à la Perse, à la Grèce ancienne, et même à l'Amérique précolombienne, cette même tradition fait surface et s'affirme aussi à Rome. Dans *Victoria Cæsaris*, c'est-à-dire dans la force mystique et triomphale que, dans son symbole, un César transmettait à l'autre, nous n'avons en fait que la

traduction romaine du *hvarenô* connu dans la très ancienne tradition royale mazdéenne : le *hvarenô* étant justement dans une telle tradition indo-européenne une mystérieuse force solaire qui investit les Dux, les conducteurs, les rend immortels, les manifeste et leur rend témoignage par la victoire. D'autre part, on se rappellera peut-être un article récent où nous montrions comment des faits significatifs de ce genre de choses, se trouvaient au centre de la tentative de restauration solaire opérée par l'Empereur Julien.

Une ancienne effigie romaine de *Sol* représente cette divinité avec la main droite levée dans le geste « pontifical » de protection, et avec la gauche maintenant une sphère, symbole de sa domination universelle : exactement comme, en un vrai plagiat, les Chrétiens devaient figurer l'enfant Jésus. Dans une autre image, on voit par contre le même Dieu Soleil qui transmet le globe à l'Empereur, gravé d'inscriptions qui se réfèrent justement à la « solarité », la stabilité et l'*imperium* de Rome : *Sol Conservator Orbis*, *Sol dominus romani imperii*. Dans une troisième image (conservée au Musée Capitolin), le symbole de *Sol Sanctissimus* est associé à l'aigle, l'animal fatidique de Rome dont on pensait qu'il tirait symboliquement du bûcher funéraire vers les cieux l'esprit transhumanisé des empereurs morts. Tout cela nous parle clairement d'un mandat solaire divin, esprit vivant qui animait la fonction impériale que tant de gens encore ne supposent avoir été à Rome qu'une charge laïque pesante et laide revêtue de superstitions. Comme l'antique « Jour du Soleil » de la semaine romaine, ainsi « Jour de Soleil » (Dimanche) survécut à travers les temps successifs, ainsi dans la fête de Noël se continue également jusqu'à aujourd'hui, l'écho déformé de l'antique fête solsticale romaine : *Natalis Invicti*.

Et celle-ci, à son tour, nous ramène donc vers les horizons d'une conception solaire primordiale, sacrée et héroïque, vers un temps, une humanité dont la nature propre, à une telle date fatidique, parlait d'un mystère de résurrection, de la naissance d'un principe, pas seulement de « lumière » et de vie renouvelée, mais aussi d'*Imperium* dans le sens le plus élevé, glorieux et transcendant de ce terme.

J. EVOLA.

CHRONIQUE DES LIVRES

Luc TIRENNE

A PROPOS DE SOLJENITSYNE

Les intellectuels boudent désormais l'Union Soviétique. D'autres pays, plus exotiques, ont remplacé celle-ci dans le cœur des intellectuels occidentaux. Seule la vieille garde communiste lui reste encore fidèle, comme une vieille maîtresse avec qui l'on a ses habitudes et à qui l'on a déjà dû passer bien des caprices. Aujourd'hui, les intellectuels « progressistes » dont les déceptions ne parviennent décidément pas à tarir les capacités d'enthousiasme, après les désillusions du castrisme et les rêves évanouis de Prague, se tournent vers la Chine ou le Chili. La Chine communiste, à vrai dire, assouvit certaines aspirations des intellectuels plus ou moins désireux de fuir les fantômes brumeux du Logos pour se cramponner aux solides rochers de la réalité — que celle-ci s'appelle action militante ou travail manuel car, dans la mythologie de l'intelligentsia progressiste, le militant prolétarien, maître du verbe révolutionnaire, qui saisit dans le mouvement de l'histoire les choses et les hommes a remplacé d'autres archétypes dans lesquels les intellectuels ont toujours cherché à identifier leur statut mouvant. Mao-Tsé Toungh qui a transféré la poésie du domaine des mots à celui de l'Histoire est un des archétypes de cette mythologie des intellectuels progressistes de notre temps. Ils veulent que les mots deviennent des actes, que le verbe se fasse chair. L'Union Soviétique, écrasée sous le poids de la bureaucratie stalinienne, figée dans un dogmatisme qui fait de plus en plus figure de conservatisme, se montre parfaitement incapable de combler cette attente : les intellectuels qui devaient être artisans de l'Histoire ne sont plus que les

rouages de la bureaucratie. L'Affaire Soljenitsyne est venue éclairer sur ce point les plus aveugles. La remise du Prix Nobel à Soljenitsyne, chaleureusement accueillie par les intellectuels d'Occident et violemment critiquée en U.R.S.S., a parfaitement mis en évidence cette divergence, encore que la très diplomatique Académie Suédoise, en accordant le Nobel 1971 au poète (?) Pablo Neruda, représentant à Paris du gouvernement chilien et agent du K.G.B., soit parvenu à recueillir l'approbation des admirateurs d'Allende et à verser du baume au cœur des Soviétiques ulcérés par le choix de Soljenitsyne l'année précédente. Quoi qu'il en soit, c'est l'affaire Soljenitsyne qui est venue concrétiser l'hostilité latente depuis quelques années des intellectuels occidentaux en leur révélant la servitude à laquelle les écrivains soviétiques étaient soumis, de même qu'ils avaient attendu le XX^e Congrès du P.C.U.S. pour découvrir le vrai visage du stalinisme, et l'invasion de la Hongrie, voire de la Tchécoslovaquie, pour s'apercevoir que les peuples de l'Est n'étaient pas libres. Une fois de plus se trouvait justifié le mot de Hegel : « L'intellectuel, c'est l'abruti : les événements lui tombent dessus comme des pierres sur la tête ».

Cette affaire Soljenitsyne qui est si importante pour l'histoire politique et littéraire de l'Union Soviétique et pour l'évolution des intellectuels dans leur longue marche, le livre de Dominique Wapler, « Soljenitsyne accuse », vient nous en donner tous les éléments, avec une préface d'Armand Lanoux qui révèle le traumatisme que cette affaire a provoquée chez les intellectuels progressistes français.

Ce livre réussit le tour de force de rassembler tous les documents actuellement accessibles sur l'affaire Soljenitsyne (articles de journaux soviétiques, lettres, compte-rendus de séances de l'Union des Ecrivains) sans être jamais ennuyeux, grâce au spectacle prodigieux qu'il nous livre des dessous de la vie littéraire en Union Soviétique, constamment hésitante entre le monde de Jarry et celui de Kafka, spectacle étonnant aussi d'un homme qui lutte presque seul contre le système soviétique, d'un homme en qui les meilleurs de ses pairs ont reconnu « le talent et le courage », ses seules armes pour continuer à survivre malgré les coups qui lui ont été et lui seront encore assénés.

C'est l'histoire exemplaire d'un homme qui fait figure de symbole, le symbole de l'écrivain persécuté, hier par Staline, aujourd'hui par ses épigones. Staline est mort, mais le stalinisme, lui, se porte bien : Soljenitsyne est là pour en témoigner, pour le crier à la face du monde contre les imposteurs qui voulaient nous faire croire que quelque chose était changé en Union Soviétique. Un « Samizdat » (document littéraire ou politique, manuscrit ou ronéotypé, répandu dans la population en dehors des publications officielles) l'affirme sans ambages : « Soljenitsyne, lui, rapidement et avant d'autres écrivains, a découvert la vérité sur Staline ; en vieillissant et lorsqu'il est devenu écrivain, il se mit à démasquer Staline, et plus seulement dans ses journaux intimes et dans ses lettres. C'est ce qui explique les calomnies dont il est victime dans la presse et les affligeants détails donnés dans sa biographie d'aujourd'hui... » « Une consigne nouvelle, un ordre tacite ont été donnés : noyer le passé dans la brume ». Toute l'œuvre de Soljenitsyne est en effet une dénonciation du stalinisme, un effort pour dissiper le brouillard dans lequel le régime soviétique, expert en falsifications historiques quoiqu'il ne manque pas d'émules, voudrait plonger une partie de son passé.

Soljenitsyne n'est pas un écrivain d'imagination ; tout ce qu'il décrit, il l'a vécu dans sa chair, nulle œuvre n'est plus « réaliste ». Arrêté à la fin de la guerre pour avoir douté dans sa correspondance du génie de Staline, Soljenitsyne, alors sur le front, fut condamné à huit ans de camp de concentration. En sa qualité de mathématicien, il fut envoyé dans une « prison spéciale » ou « charachka » dont il a décrit la vie dans « Le premier cercle », puis en 1950 dans un camp réservé aux prisonniers politiques qui est le cadre de « Une Journée d'Ivan Denissovitch ». Sa peine accomplie, il fut condamné par une décision administrative à l'exil à vie dans le Kazakhstan, exil qui dura jusqu'en 1956. Entre temps, il fut soigné pour une tumeur cancéreuse dans une clinique à Tachkent, qui constitue le sujet du plus important de ses romans « Le Pavillon des Cancéreux » où sont confrontés, face à la mort, les divers représentants de la Société soviétique. En 1961, alors âgé de 42 ans, Soljenitsyne prend le risque de présenter « Une Journée d'Ivan Denis-

sovitch » avec le soutien du poète Tvardousky, le rédacteur en chef de « Novy Mir », organe des écrivains libéraux. Cette œuvre venait à point dans le processus de déstalinisation engagé par Krouchtchev, et celui-ci accorda à Soljenitsyne son appui personnel. Le livre connut un succès foudroyant, mais bref, car les successeurs de Krouchtchev, jugeant bon de mettre un frein à la déstalinisation qu'il avait imprudemment entreprise, en firent arrêter la publication, et l'ouvrage disparut peu à peu des bibliothèques. Le peuple soviétique ne connaît donc d'un de ses plus grands écrivains qu'une seule œuvre, « Une Journée d'Ivan Denissovitch ». Les autres manuscrits de Soljenitsyne lui furent volés par la police secrète soviétique et passèrent à l'Ouest dans des conditions ténébreuses, ce qui permit aux autorités d'accuser Soljenitsyne de favoriser par ses écrits la propagande des pays occidentaux. Pour l'accuser de « menées antisoviétiques », on se sert en particulier du manuscrit de « La Fête des Vainqueurs » qui décrit la répression exercée contre les soldats de retour du front et manifeste une certaine indulgence envers l'armée Vlassov. Refusant de faire amende honorable, Soljenitsyne fait preuve d'une magnifique combativité, contre-attaque et se défend pied à pied. Brimades et sanctions vont désormais s'abattre sur lui, jusqu'à son exclusion de l'Union des Ecrivains qui le met à peu près au ban de la Société soviétique. Soljenitsyne répond à son exclusion, en 1969, par une lettre ouverte au Secrétariat de l'Union des Ecrivains, une lettre d'une virulence extrême dont les attaques dépassent largement le cadre de l'Union des Ecrivains et s'adressent à l'ensemble du système soviétique. Lorsqu'il reçut le Prix Nobel de Littérature en 1970, les calomnies contre Soljenitsyne s'intensifient et on lui fit clairement comprendre qu'il ne pourrait revenir en U.R.S.S. s'il allait chercher son prix à Stockholm. Seule sa renommée internationale empêche Soljenitsyne de subir le sort de Siniavski et de Daniel, et son amour passionné de la terre russe de prendre le chemin de l'exil qu'ont déjà emprunté V. Tarsis et A. Kouznetsov.

Les chefs d'accusation contre Soljenitsyne sont extrêmement divers et dissimulent souvent mal la jalousie à l'égard d'un confrère plus doué d'écrivains ratés qui se sentent plus

à l'aise dans un rôle de juge que dans celui d'écrivain. Sous le masque froid des juges qui n'ont à la bouche que les mots de vérité et d'objectivité apparaît le visage tordu de haine du bureaucrate aigri et servile. A cet égard, « Soljenitsyne accuse » est un document accablant par ce qu'il nous révèle de la puissance d'abjection de certains hommes à tout faire du gouvernement soviétique : on y trouvera en particulier le « portrait » de Soljenitsyne par l'ignoble Victor Louis, après une entrevue qui, en fait, n'a jamais eu lieu. A lire cette « interview », on ne sait, du mépris ou de la colère, ce qui l'emportera.

Ce qu'on reproche à Soljenitsyne, c'est sa conception de la littérature opposée à l'idéologie prônée par l'Union des Ecrivains, son refus de s'arrêter au contingent pour ne considérer que l'intériorité humaine, son refus de faire de la littérature un acte militant dont l'effet s'épuiserait dans l'instant même, son refus enfin de n'être qu'un rouage dans le système soviétique : « ...Je ne puis admettre que ce soit le rôle de la littérature, vis-à-vis de l'individu ou de la société, de cacher ou d'édulcorer la vérité. Je pense au contraire que son rôle est de révéler la vérité au public telle qu'elle est. De plus, l'écrivain n'a pas à défendre ou à attaquer tel ou tel mode de distribution du produit social, ni à défendre ou attaquer tel ou tel système d'organisation gouvernementale. L'écrivain doit choisir des sujets plus universels, plus éternels, tels que les secrets du cœur et de la conscience humaine, la lutte entre la vie et la mort, le triomphe sur la douleur morale, les lois de l'histoire de l'humanité qui sont nées depuis l'origine des temps et qui ne pourront mourir que lorsque le soleil cessera de briller ».

Mais ce que les autorités soviétiques lui reprochent avant tout, c'est sa dénonciation du stalinisme, sa dénonciation d'un passé qui n'est pas mort mais féconde le présent. Nous n'ignorons pas qu'un régime peut pardonner que l'on conteste sa forme présente, mais non que l'on mette en lumière les conditions historiques de son existence, l'acte qui le fonde et lui assure sa légitimité. Brejnev, naguère reçu par Pompidou avec les honneurs dus au tsar de toutes les Russies, est le successeur indéniable de Staline. Car le régime soviétique ne peut pas renier le stalinisme sans se renier lui-même.

A quel titre, selon quels critères *marxistes* le régime peut-il condamner le stalinisme ? Comment le parti communiste, c'est-à-dire « le parti de la classe ouvrière », qui ne saurait se tromper, a-t-il pu laisser se développer en son sein le culte de la personnalité que l'on rend aujourd'hui responsable de toutes les fautes passées ? Il est fort peu marxiste d'expliquer l'évolution d'un régime, surtout d'un régime « socialiste », par l'action d'un homme. Il était donc logique que l'apprenti-sorcier Krouchtchev, artisan maladroit de la déstalinisation, fût à son tour désavoué. Et Soljenitsyne qui doit sa notoriété d'écrivain à la brève période de dégel qui lui permit de publier « Une Journée » ne pouvait manquer d'être frappé à son tour. Comme l'écrit à Soljenitsyne un détenu des années « post-staliniennes » (il faut lire ces lettres admirables, lettres d'éloges ou lettres d'injures qui émanent des lecteurs d'« Une Journée ») : « Le jour que tu as décrite n'est pas encore chose du passé ».

Bien sûr, on ne reprochera pas ouvertement à Soljenitsyne d'accuser les méfaits du stalinisme : on lui fera grief de son « pessimisme », on le blâmera de négliger les aspects « positifs » du socialisme. De là à l'accuser d'être un déséquilibré et un schizophrène, il n'y a qu'un pas d'ailleurs allègrement franchi par certains valets du régime. Le stalinisme a bien évolué en U.R.S.S., la vieille tyrannie russe a su profiter des leçons de la science : les opposants les plus notoires ne sont plus guère emprisonnés dans des camps ; on se contente de les « soigner » dans des cliniques psychiatriques. C'est là encore un effet de la « logique » marxiste : comment, 50 ans après la Révolution, dans un pays en marche vers le socialisme, pourrait-il y avoir des opposants qui ne soient pas mentalement déséquilibrés ?

En revanche, le régime soviétique enfermé dans la fausse rationalité du marxisme, dans son délire systématisé, en butte à la manie de la persécution, présente tous les aspects d'une paranoïa aiguë. La Société soviétique est malade, c'est Soljenitsyne qui le clame à la face de ses juges : « Celui qui n'accepte pas cette franchise dans sa patrie, celui-là ne pense qu'à son seul intérêt. Celui qui ne désire pas cette franchise pour sa patrie, celui-là ne veut pas la purifier de ses maladies, mais seulement les refouler vers l'intérieur

pour qu'elles y pourrissent ». Soljenitsyne, en effet, ne décrit pas les aspects « positifs » du régime ; il entre dans les coulisses, dans les bas-fonds malodorants de l'histoire qu'il est de bon ton de ne pas évoquer en U.R.S.S. ; il met le doigt sur les ulcères du régime et celui-ci ne peut le supporter. N'est-ce pas Lénine qui affirmait que « la vérité est révolutionnaire » ?

L'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 est l'occasion d'un regain de dogmatisme et de sévérité à l'égard des intellectuels. Ce durcissement est marqué en particulier par l'exclusion de Soljenitsyne de l'Union des Ecrivains et par les pressions de toutes sortes exercées sur A. Tvardovsky jusqu'à sa démission de « Novy Mir ». La tentative soviétique pour définir la place des écrivains dans une société socialiste est aujourd'hui un échec patent. La plus belle affirmation nous en est donnée par le Manifeste des écrivains progressistes français cité par Dominique Wapler dans son ouvrage : « Comment aurions-nous pu croire qu'aujourd'hui, dans la patrie du socialisme triomphant, ce que n'avait même pas songé faire un Nicolas II contre Tchekhov, publiant librement son *Sakhaline*, serait le sort de l'écrivain le plus caractéristique de la grande tradition russe, Alexandre Soljenitsyne, une fois déjà victime de la répression stalinienne, et dont le crime essentiel est d'y avoir survécu ? »

Décidément, qu'ils s'appellent Madaule, Aragon, Butor ou Sartre, la puissance d'étonnement et de naïveté des progressistes français est sans limites.

Luc TIRENNE.

LES LIVRES DU MOIS

Albert SPEER, « *Au Cœur du Troisième Reich* », Fayard.

« En politique, disait Hitler, tous les artistes sont des innocents comme Parsifal ». Est-ce aussi vrai des techniciens ? C'est la question qu'on pourrait poser à propos de l'architecte et ministre Albert Speer, si pour nous elle avait un sens.

Car elle n'en a pas, ou peu, et l'on disputera toujours en vain sur la culpabilité et la responsabilité, individuelles ou collectives. L'intérêt de la confession de Speer est ailleurs selon nous : comment un homme qui a suivi avec confiance le national-socialisme et son Führer au point de s'identifier avec le Troisième Reich jusqu'à sa chute et encore après, comment cet homme peut-il porter sur son œuvre et son comportement passés un jugement aussi amer, aussi désabusé, aussi injuste ?

Plusieurs réponses se proposent pour expliquer une telle attitude : Speer tout d'abord n'est pas un politique. Il est hitlérien, mais pas vraiment nazi. « C'est que je me sentais alors, et me suis toujours senti, beaucoup moins membre d'un parti politique que partisan de Hitler dont l'apparition, la première fois que je le vis, m'avait profondément touché et dont l'image ne m'avait plus lâché depuis... Je ne connaissais pour ainsi dire rien de son programme. Il m'avait pris et enchaîné avant que j'aie compris » (p. 30). Au cœur du Troisième Reich, à la tête du Troisième Reich, il y avait tout autre chose, en Speer, qu'un vrai national-socialiste.

Speer est fasciné par Hitler presque jusqu'à ses derniers moments. Cela est vrai aussi de beaucoup de nazis. Mais peut-on réduire à cette fascination l'adhésion des foules allemandes à leur Führer ? Ce serait beaucoup surestimer le pouvoir d'un seul homme, même hors du commun.

Albert Speer est aussi, il ne le cache pas, un ambitieux, et il a le goût du pouvoir. La rapidité de sa réussite professionnelle se trouve activée par son appartenance politique, cela ne fait aucun doute. « Pour pouvoir construire quelque chose de grand, confesse-t-il non sans une certaine affectation, j'aurais comme Faust vendu mon âme ». Quand l'architecte qui a manqué sa vocation rencontre l'architecte qui veut faire carrière, c'est l'étincelle. « Je venais de trouver mon

Méphisto. Il n'avait pas moins de séduction que celui de Goethe » (p. 46). Dès lors, quand Speer, comme ministre de l'Armement, a l'occasion de montrer son efficacité, sa conscience de technicien et sa foi d'hitlérien font des miracles pour la défense de l'Allemagne.

Mais l'une et l'autre, si on l'en croit, l'ont aussi rendu criminel. Il ne savait pas « quel était le vrai visage de Hitler et la nature véritable de la domination qu'il exerçait » (p. 47). Et en conclusion à ses mémoires, il écrit : « J'ai passé des années décisives de ma vie à servir la technique, ébloui par ses possibilités. A la fin, en face d'elle, ne reste que le doute » (p. 717).

S'il faut l'en croire encore, ce sont vingt années de prison qui lui ont fait prendre conscience de son crime. « Jusqu'en 1944, je n'avais, à vrai dire, presque jamais trouvé le temps de réfléchir sur le sens de ma propre existence. Aujourd'hui, dans ce retour sur mon passé, j'ai parfois le sentiment qu'à cette époque-là quelque chose m'a soulevé de terre, coupé de toutes racines et soumis à d'innombrables forces étrangères » (p. 47-48). Tant de bonne conscience avant, tant de mauvaise conscience après, vous font vraiment douter de la nature humaine... Mais qu'y a-t-il entre ces deux attitudes opposées, qui explique un tel revirement ? la défaite de l'Allemagne et une carrière brisée, vingt années de conditionnement carcéral et de bourrage de crâne politico-moral... Dans ces conditions, donnez-moi n'importe quel homme et vous verrez comme on peut changer ses idées ! Prenez, par exemple, *La soif et la faim* : quels prodigieux retournements réussissent ces habiles moines psychanalystes !... Speer ressemble un peu, j'en ai peur, à ces malheureux encagés à qui l'on fait dire noir alors qu'ils pensaient blanc. Et quels résultats n'aurait-on pas obtenu de la même façon d'un ministre ou d'un général anglais, américain, soviétique ? Est-ce vraiment ce à quoi prétendaient nos bons moralistes démocrates ?

Speer, à sa mauvaise conscience, ajoute il est vrai un peu de ressentiment. Il en veut à Hitler (quoi de plus compréhensible) d'avoir déçu sa confiance d'Allemand et d'architecte : s'élever si haut pour tomber si brutalement ! *A posteriori*, voici comment il s'en explique : « La prise de conscience de ma propre valeur » ne s'opéra qu'après des années où ma faculté de juger avait été troublée et brouillée par le pouvoir magique de Hitler » (p. 476-477). Soit ! Mais Hitler a bon dos et l'on n'est pas mieux conscient de ses mérites...

Speer, il faut le reconnaître, ne se relève pas du gouffre tarpéien en croisé démocrate. Il ne renie pas (orgueil oblige) tout son passé. Il nous dit simplement, avec une sincérité tout à fait crédible, avoir lutté dans la mesure de ses forces

contre certains excès parmi les plus criants du régime hitlérien. Il a sauvé des vies, il a épargné des destructions, il a résisté au fanatisme et au jusqu'aboutisme idéologique. Speer, en définitive, est un modéré. Mais il peut l'être, ayant eu l'existence facile, sans pâtir ni des injustices ni des violences du système de Weimar, ni avoir connu avant 1943 les duretés de la guerre.

A tout prendre, il y a lieu de se féliciter que Albert Speer ait cru en son Führer jusqu'à la fin, malgré des hauts et des bas caractéristiques de relations passionnées. Il nous donne en effet d'Adolf Hitler une image intime, subjective peut-être, mais complexe et vraisemblable, alors qu'on a dit de lui tout et le contraire suivant le profit qu'on en voulait tirer ; un Hitler à faces multiples, conscient de ses responsabilités et méprisant les hommes, un homme d'Etat étonnamment épris de son peuple jusqu'à la défaite et voulant lui « épargner les épreuves que Churchill et Roosevelt imposèrent aux leurs sans hésiter » (p. 304). Quel homme enfin, sinon dans une certaine mesure hors du commun, peut susciter en dépit de tout une telle passion chez qui le côtoie quotidiennement ? « Le devoir à accomplir, les serments prêtés, l'attachement d'une longue fidélité, les sentiments de reconnaissance s'opposaient à l'amertume ressentie devant mes souffrances personnelles et les malheurs de la nation, les unes comme les autres n'ayant qu'une seule cause : Hitler » (p. 659). C'est ici que subsiste la véritable énigme, à laquelle les insultes ne peuvent donner de réponse.

Mais aujourd'hui, Albert Speer, l'hitlérien modéré qui s'est parfois demandé ce qu'il lui manquait pour pouvoir dire de Hitler qu'il était son ami, Speer le ministre de l'Armement, le nazi honteux, est pour nous mieux que tout cela. Hitler ne croyait pas si bien dire quand il pensait aux vestiges futurs du Zeppelinfeld de Nuremberg, « recouvert de lierre, la masse principale du mur effondrée par endroits, des pilastres renversés... ». Pour lui, seules les grandes civilisations laissaient derrière elles des ruines imposantes... Il faut aller rêver sur cette Olympie allemande, où l'œuvre de tant de foi et de tant d'efforts humains est volontairement laissée à l'abandon, comme pour nous faire croire à une civilisation depuis longtemps disparue. L'herbe folle a tout envahi, on a morcelé cet immense espace à la mesure d'un peuple en parcelles « à l'échelle humaine », les blocs de granit menacent de s'écrouler, mais la fascinante puissance du monument, construit pour témoigner du nouveau départ d'une nation, reste terriblement présente et comme toujours proposée, en dépit qu'on en ait, à nos méditations.

T. B.

Raymond RUDORFF, « *Le Mythe de la France* », Albin Michel.

Ce pamphlet qui malmène le coq gaulois voudrait peut-être nous faire nous étrangler d'indignation, mais ses critiques, même formulées au nom de l'humanisme de gauche dont l'auteur se réclame, coïncident souvent si bien avec nos propres analyses que nous ne pouvons nous empêcher d'approuver nombre d'entre elles.

De quoi s'agit-il en effet ? L'auteur, naturalisé anglais, un peu irlandais et un peu allemand, entreprend, avec la vigueur et l'acharnement d'un amoureux déçu, de démolir ce qu'il appelle « le mythe de la France », pot-pourri aussi varié que contradictoire d'idées générales et d'images toutes faites sur notre pays et ses infortunés habitants.

Sur notre pays d'abord : il s'attaque à « l'idée France » qu'il qualifie d'hypocrite, ridicule ou odieuse. Hypocrite Marianne, quand « la semeuse pacifique aux champs revêt le déguisement de la belliqueuse Marianne de Rude » ; ridicule France qui prétend à la suprématie intellectuelle ; odieuse enfin, par son impérialisme colonial (« tortures, destructions et tueries »). La tentation est forte de retourner le compliment à la généreuse Albion, imbue de sa bonne conscience, magnanime (Napoléon), libérale et tolérante (l'Ulster, les Boers...), mais la manœuvre est trop facile pour qu'on y prenne un vrai plaisir.

Mieux vaut retenir dans ce livre ce qu'il y a de positif à notre point de vue. La fonction éminemment nocive du mythe missionnaire de la France (jacobine, mère de toutes les libertés et de tous les peuples, foyer de la civilisation), quand il est mis au service du bellicisme et de la haine anti-allemande, n'est plus à démontrer : ses résultats, pour la France et pour l'Europe, sont encore trop présents à nos yeux pour qu'on l'oublie. Nous n'avons pas été les derniers à les dénoncer. Qu'on ne compte donc pas sur nous pour monter sur nos ergots ou lancer des cocorico agressifs !

On accueille avec plus de sérénité les coups de patte au prestige de Paris, à ses valeurs « monumentales », à sa vie littéraire et artistique : car Paris n'est pas encore devenue la dernière capitale du monde pour qu'on s'en inquiète...

Plus pertinentes sont les allusions au déclin de notre langue et de sa clarté, changée bien souvent en « bouillie pour les chats » (ô Tel Quel!...) que seul le snobisme affecte de comprendre. Amour du mot pour le mot, passion du verbiage, combien de fois avons-nous cru que le mot recouvrait la réalité alors qu'il n'était qu'un vain discours sur les vertus prétendues de notre pays... Mais que ne pourrait-on dire du trop fameux « prêchi-prêcha » anglo-saxon... des

Mormons aux Hippies, on sermonne à tout bout de champ, et j'ai vu de farouches Panthères Noires tenter de me convertir : curieuse confiance dans la parole...

Pour finir, le Français, petit bourgeois chauvin et mesquin qu'il soit gaulliste, fasciste ou stalinien (pour notre auteur, c'est tout un), est un fort méchant bonhomme, qui n'aspire en fait qu'à en découdre avec son prochain d'au-delà ou d'en-deça des frontières. Tout cela paraît bien triste, mais comment en sortir ? Heureusement, pour notre bon auteur, un espoir subsiste... dans le silence. C'est après seulement cette période de recueillement que nous pourrons, sublime idéal, « dialoguer avec le reste du monde » et collaborer « à la création de la seule civilisation réelle d'aujourd'hui, qui est internationale ». La transition, de notre pauvre petite nation à la grande, belle et généreuse communauté internationale ne semble pas pourtant devoir se faire aisément, mais le coup, nous dit-on, vaut bien d'être tenté. Selon nous heureusement, il existe pour la France un avenir plus tangible et mieux adapté à son histoire, cet espoir, c'est l'Europe, porteuse des valeurs occidentales. Nous préférons de loin cette solution à celle de M. Rudorff et, malgré qu'il en ait, nous ne nous lasserons pas de le redire...

T. B.

LIVRES A CONNAITRE

Amiral AUPHAN : « *Histoire Élémentaire de Vichy* ». Le nom de l'auteur, son rôle, son caractère et sa probité unanimement respectés suffisent à dire l'intérêt de ce témoignage. 1 vol. grand format 357 p., 32 F. 80, France-Empire. — Charles-Ambroise COLIN, avocat à la Cour : « *Robert Brasillach, un procès de l'épuration* ». Document qui s'efforce d'en donner l'image la plus objective. 1 vol. avec photos, 264 p., broché, 17 F. 30, relié 21 F. 65, Ed. Alfred Mame à Paris, rue de Rennes. — Henri COSTON : « *Dictionnaire de la Politique Française* », tome II, paraîtra en février. Il répondra aux questions relatives aux hommes, aux journaux, aux partis et mouvements, sur un siècle de vie politique. Souscriptions : 78 F., 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e). — André FIGUERAS : « *Les Origines étranges de la Ve République* », réédition de « l'extraordinaire bouquin » réclamé par les amateurs de documents sérieux. Souscription : 24 F. (« J'accuse Debré » paru : 24 F.), chez l'auteur, 16, rue Jean-Jacques-Rousseau, Paris (1^{er}). — Ginette GUITARD-AUVISTE : Notes et documentation sur « *Morand* » (de Marcel Schneider)

« pour une bibliothèque idéale », Gallimard (N.R.F.), 1 vol. 252 p. — Louis-Dominique GIRARD : « *Mazinghem ou la vie secrète de Philippe Pétain* ». Documents inédits et insoupçonnés qui révèlent, en 4 chapitres, « un Pétain absolument inconnu, dépouillé des fausses légendes, par son ancien chef de Cabinet, devenu son parent par alliance ». 1 vol. 350 p. avec photos inédites, 35 F. chez l'auteur, B.P. 212.08, Paris (8^e). — Jean HAUPT : « *Le Procès de la Démocratie* ». Réquisitoire serré, documenté, par le directeur-fondateur des Cahiers mensuels « Découvertes » (qui est un universitaire). 1 vol. 203 p., 15 F. Rua Artilharia Um 48, 1 Dt° Lisbonne. — Marie-Madeleine MARTIN : « *Le Latin immortel* ». Comment et pourquoi le latin est devenu une langue universelle qui double la langue maternelle des Français. Livre écrit comme une épopée. 1 vol. 291 p., 24 F. et toilé 36 F. Diffusion de la Pensée Française, Chiré-en-Montreuil, 86 - Vouillé. — Jacques POIRSON : « *Les Chouans de Satan ou la Puissance des Ténèbres* », pamphlet dirigé contre l'erreur moderniste qui a conduit l'Eglise au marxisme. 61 p., 8 F. Desroches, 68, rue de Vaugirard, Paris (6^e). — Général Raoul SALAN : « *Fin d'un Empire* ». Mémoires, tome 2. « *Le Viet Minh, mon adversaire 1946-1954* », 1 vol. 480 pages, 32 F. + 3 F. de port, O.R.A.C., 26, rue Saint-Placide, Paris (6^e). — Paul SCORTESCO : « *Au fond de l'abîme* ». C'est un « musée des horreurs », des scandales qu'encourage un certain clergé, pas toujours désavoué par la hiérarchie. C'est aussi le cri de souffrance d'une âme blessée, 36 p., 7 F. Dépôt chez M^{me} Buisson, 5, rue Léon-Cogniet, Paris (17^e), Ed. Lumière. — J. VAQUIE : « *La Révolution liturgique* », préface de Léon de Poncins. Analyse critique qui traque l'erreur, l'équivoque et le venin cachés sous les mots. Le livre dénonce les conditions de la subversion qui bouleverse et révolte les catholiques. 1 vol. 220 p. Diffusion de la Pensée Française : 18 F., franco 19 F. 80. Chiré-en-Montreuil, 86 - Vouillé.

CHRONIQUE DES FILMS

LA STRATEGIE DE L'ARAIGNEE

par Bernardo BERTOLUCCI.

La puissance des mythes, ou comment un traître devient un héros lorsque les armes des vainqueurs dessinent le sens de l'Histoire. Tel est le sujet du film de Bertolucci. Nous savions déjà qu'on pouvait fonder un régime sur le mensonge, transformer les assassins en héros et les déserteurs en résistants : il est piquant que ce soit un gauchiste italien qui le clame aujourd'hui dans un film d'un symbolisme puissant.

Tout le film est centré sur l'image d'un martyr de l'antifascisme vénéré par l'ensemble de la petite bourgade de Tara, étrange pays peuplé de vieillards baignant dans les mythes du passé, où sourdent les haines vieilles de 30 ans, une bourgade où il est bien difficile de ne pas voir le symbole d'une certaine Italie affirmant que le peuple, dans son immense majorité, fut hostile au fascisme... Un jour arrive à Tara le fils du héros dont la biographie officielle dit qu'il a été assassiné lâchement en 1936 par des balles fascistes. Ses assassins vivent toujours, et la maîtresse du Héros demande au fils de les rechercher. C'est alors que les images d'Epinal tombent en poussière, que le plâtre des statues s'effrite et que la brume des légendes se dissipe. C'est d'abord la belle, trop belle légende de la résistance italienne au fascisme qui se désagrège. L'un de ces anciens « résistants » avoue au fils du Héros qu'ils n'étaient que de pauvres types qui jouaient la scène de la conspiration d'« Hernani », qu'ils ne savaient pas très bien ce qu'était l'antifascisme. Mais le Héros magni-

fique, lui, savait ; lui était un vrai résistant... La preuve, c'est que les fascistes l'ont abattu, dans le dos, car comment des fascistes pourraient-ils tirer autrement que dans le dos ? Mais il s'avère que le Héros était un traître, que le résistant était un lâche, et que ce sont ses amis qui l'ont abattu. Le vrai complot n'était pas là où le croyaient les braves vieillards de Tara : il est dans cette extraordinaire mise en scène où la future victime et ses futurs assassins se concertent pour créer le mythe du « héros » parce qu'un traître, même puni, salit la cause qu'il a trahie, mais la sert lorsqu'on en fait une victime de l'adversaire. « Ainsi, dit le traître promu au rôle de martyr, les générations futures apprendront à haïr, à haïr toujours le fascisme... » Mais cette vérité, les habitants de Tara ne sont pas prêts à l'entendre, le fils se montre aussi lâche que son père en acceptant de servir à son tour le culte du « Héros », de mentir à son tour. Il est désormais prisonnier du mythe, il ne quittera plus ce village obscurci par les brumes de la légende, ce village coupé du monde où les trains ne passent plus, où les journaux n'arrivent plus...

Nietzsche avait déjà dénoncé de façon fort pertinente cette falsification de l'idéal : « Quelqu'un veut-il plonger son regard jusqu'au fond du mystère où se cache la fabrication de l'idéal sur la terre ? Qui donc en aura le courage !... Dites-moi ce que vous voyez, ô homme des dangereuses curiosités ! C'est une rumeur circonspecte, un chuchotement à peine perceptible, un murmure sournois qui part de tous les coins et recoins. Il me semble qu'on ment... »

Saluons la lucidité du réalisateur qui a su plonger son regard dans l'atelier fétide où se fabriquent les mensonges de l'Histoire ; le nihilisme gauchiste peut se montrer fort clairvoyant lorsqu'il s'agit d'abattre les fausses valeurs et de déboulonner certaines vieilles idoles. Saluons aussi le courage de la Télévision italienne qui a fait passer ce film sur ses écrans. Un autre film qui ruinait de semblables mythes, avec pourtant plus de prudence, a eu moins de chances avec la Télévision française : il s'appelle le « Chagrin et la Pitié ».

Luc TIRENNE.

BENITO CERENO

de Serge ROULLET.

Avant même le générique, tout est dit par cette première image qui montre, la nuit, sur le pont d'un navire en mer, la ronde primitive de noirs. Vision d'enfer — il n'est de lueur infernale qu'en extrême noirceur — où n'éclate que subversion de la Civilisation.

« Benito Cereno » est le titre d'une nouvelle de Melville, tel quel, c'est celui d'un film de Serge Roullet : la fidélité s'y veut scrupuleuse. Elle l'est d'ailleurs à ce point qu'une critique du film porte aussi sur le modèle. Quand on connaît précisément l'« histoire », le mérite du réalisateur — pourtant coupable du « Mur » d'après Sartre — s'impose : une « histoire » qui fait presque partie de l'Histoire, car elle est vraie, rapportée sur son carnet de bord par le capitaine américain Amasa Delano. C'était en 1799 — veille d'un siècle nouveau — dans la baie de Sainte-Marie, à l'extrémité Sud de la côte chilienne — le bout du monde. — Delano, capitaine d'un équipage et d'un navire exemplaires, constate qu'au loin un bâtiment est en perdition ; tout au moins semble-t-il mal en point, à divaguer sur les flots. La marine a sa chevalerie — que rehausse d'autant la piraterie —, on met une chaloupe à la mer pour porter secours. Parvenu à bord, Delano s'étonne d'y trouver une foule d'esclaves libres, dépourvus de toute chaîne, et, comme perdus au milieu d'eux, quelques matelots hagards. Un vaisseau battant pavillon espagnol, celui-là même des grands Conquistadores. Delano ne comprend pas et questionne le capitaine qui, vidé de toutes forces et soutenu par un jeune esclave, lui donne avec peine explication : une tempête... La plupart des membres de l'équipage morts... Il a fallu libérer les esclaves qui se sont d'ailleurs fort bien conduits... Le discours du capitaine sonne faux et Delano ne s'en aperçoit pas. Pendant tout son séjour à bord de ce navire, il croira que tout est normal, que l'ordre de la

civilisation y règne toujours. Serge Roullet ne se laisse pas tenter par la facilité du « suspense », le spectateur, lui, comprend. Il comprend qu'il y a eu révolte des esclaves, qu'ils « ont pris le pouvoir » et qu'ils font jouer la comédie à leurs maîtres d'hier. Chacun fait semblant d'être ce qu'il n'est plus. Finalement, le capitaine espagnol réussira à échapper à ses maîtres-esclaves en partant avec les Américains et ce sera l'extermination des révoltés du Saint-Dominique.

Un conte ambigu, par le refus du parti-pris systématique et du psychologisme politique, les acteurs, non professionnels, jouant le jeu de la distonciation. Et pourtant il s'en dégage — timidement il est vrai — une « moralité » progressiste : le capitaine Delano censé représenter la Civilisation se condamne par son inconscience et sa naïveté, la violence des noirs — juste comme de bien entendu — fascine aussi par son intelligence, un art certain de la mise en scène (ce sont eux qui tirent les ficelles). Certes, S. Roullet, après Melville, ne manque pas de souligner leur profonde sauvagerie — sur quoi nous ne pouvons qu'insister — avec la résurgence du rite anthropophagique, mais au bout du compte la leçon doit satisfaire les braves consciences de gauche qui nous dit que les masques sautent très vite et qu'il ne doit y avoir de maîtres ni d'esclaves, mais seuls, sans doute, des frères. Une philosophie d'image d'Epinal — le « monde à l'envers » — sceptique, relativiste et bonhomme.

On pouvait craindre pire : ne s'agit-il pas là d'un détournement de navire, « les noirs ne demandant qu'à retourner dans leur pays » — rien de plus innocent — actualité par trop brûlante pour être honnête. Et le face à face des deux partis n'offre-t-il pas merveilleuse occasion aux hystériques de la négritude ?

Il n'est pas d'ambiguïté ni de difficulté dans la solution à un problème dont il faut voir l'arbitraire des données : le point de vue utopique semble s'imposer, quand tout se joue sur un navire, c'est-à-dire — comme le veut Melville — sur une île. L'île, là où tout serait possible, car tout y redémarrerait à zéro. Et malgré cela, la nouvelle et le film révèlent pour l'essentiel la dégradation de la Civilisation blanche et la barbarie de la contre-civilisation noire. Cette histoire

n'a de sens et d'existence que parce que fondée sur la faiblesse des blancs : le grave n'est pas que le Saint-Dominique ait connu une mutinerie — il y en eut de tout temps — mais qu'il soit resté des survivants blancs, dont surtout le capitaine. Melville a beau nous inviter à voir en son bateau l'île de l'Utopie, nous ne pouvons oublier tout ce que la marine recèle de tradition, tout ce qui en elle témoigne de la Civilisation du Continent. De la vraie, non du Vieux Continent que symbolise une Espagne depuis des siècles décadente, non de ce Nouveau Monde illusoire où ne se pratique guère que le culte de l'argent. Tout capitaine doit quand son vaisseau coule rester à son bord et sombrer avec lui, survie impliquerait déshonneur ; ici, le bateau ne sombre pas matériellement (là n'est pas l'essentiel ; si ce l'était, pourquoi son maître devrait-il périr avec lui ?), mais spirituellement puisqu'il passe au sauvage. La fidélité n'est plus de rester, car cela signifie la survie dans le déshonneur — toujours — mais — toujours — de sombrer, de mourir en défendant son navire. Le capitaine espagnol devait mourir de la mutinerie des esclaves, et non survivre, au prix de sa dignité. La loi de la mer civilisée ne vit que d'extrémisme et de rigueur : il n'est pas indifférent que ce soit le grand-amiral Doenitz qui ait reçu l'« impossible » succession du Führer.

Et Delano ? En tant que capitaine américain, il n'a quasiment aucune tradition derrière lui, rien ne le porte qui soit sentiment esthétique, rien que l'efficacité et l'utilité : comment s'étonner qu'il accepte aussi facilement de monnayer son secours ?

Ainsi donc se fonde la nouvelle ; c'est de la faiblesse coupable des blancs que découle le faux prestige des noirs. Non pas seulement sauvages, mais aussi barbares sauvages, en ce qu'il leur faut pour subsister sur un navire, que des blancs continuent de faire ce dont ils sont incapables. Et bien qu'au gouvernail soit un blanc, l'esprit n'imprègne plus la Caravelle qui ne fend pas les flots, mais dérive en rondes sur l'eau. Et ils font du féérique voilier, messenger de Dieu, le bâtiment délabré du grand sorcier nègre. Barbares parce que leur primitivité, au contact de cette culture dont les Blancs les font trop généreusement profiter, devient comme

seconde, raffinée dans la cruauté. Ils se plaisent dans leur simiesque comédie : quoi de plus excitant que l'avilissement d'êtres qu'ils savent supérieurs ? Et l'anthropophagie est au rendez-vous de ce nouveau monde : Delano avait bien vu autour de la proue du navire une toile et, sur cette toile, ces mots écrits : « Seguid vuestro jefe » (Suivez votre maître). Il n'avait pas vu que la toile recouvrait le squelette d'un homme, le propriétaire des esclaves, lacéré et dévoré par eux, comme par des chiens. Des chiens : cynisme de la barbarie.

Souvenons-nous aussi, encore, de cette première image — de la ronde — la nuit sur un pont de navire. Souvenons-nous de ces épaisses ténèbres qui étouffent la Civilisation. Mais comprenons que le péril n'est pas d'abord noir ou jaune et que d'ailleurs, nous ne sommes plus déjà au temps des périls : ne danse-t-on pas sur les ruines de l'Occident, depuis 1945 ?

Serge THOMAS.

CHRONIQUE DES ARTS

F.-H. LEM

MONSIEUR JOURDAIN CRITIQUE D'ART

*« L'orgueil de l'esprit est un artisan
d'ennui incomparable ; c'est le tisserand
des ténèbres. »*

A. SUARÈS.

C'est probablement signes des temps : — Le Cardinal-Archevêque de Paris, complet veston anthracite et chapeau mou, accoudé au zinc d'un bistrot de son pays posant complaisamment pour un photographe de presse : cet Aveyronnais à l'accent impossible, un accent de comédie si bien imité qu'il serait plus vrai que nature et qui parle un français tel que jamais archevêque de Paris ou d'ailleurs n'en parla d'aussi piteusement incorrect ! — Le Secrétaire général du Parti communiste russe, qui n'est ni chef d'Etat, ni chef de gouvernement, accueilli à sa descente d'avion à Orly avec 101 coups de canon, entrant à l'Elysée par la porte du Coq dans un déploiement de faste protocolaire, tel qu'aucun monarque ou Président n'en connut de pareil sous les précédentes républiques, voire sous le règne de Charles le Magnifique, premier et dernier souverain de notre Cinquième dynastie ! (1). — Un petit peintre andalou, mâtiné de juif gênois, mystificateur et rusé, graphomane impénitent, aussi mauvais peintre (il serait plus juste de dire *inexistant*), n'en déplaît à notre cher confrère de *L'Aurore* (2) que dessinateur conventionnel et médiocre (3), bénéficiant de cette longévité

qu'un humoriste du siècle dernier disait « être le privilège des peintres paysagistes et des généraux à la retraite, parce que ne travaillant jamais de la tête et vivant au grand air » pour ce qui est de l'illustrissime Pablo, Diego, Jose, Francisco de Paula, Juan, Nepomuceno, Crispin, Crispiniano de la Santissima Trinidad RUIZ BLASCO, dit Picasso, il aurait plutôt tendance à travailler du chapeau, de ces chapeaux qu'il adore, dont il possède une collection des plus baroques, assortis à des bermuda et des shorts de vieil exhibitionniste (4) : ce nonagénaire aux yeux en bouton de bottine, « qui continue à s'agiter fébrilement dans la gouache », et dont l'art prétendu génial est sans doute très représentatif de celui des temps nouveaux, voit pour la célébration de son 90^e anniversaire, entre autres festivités, ses tableaux accrochés dans la Grande Galerie du Louvre, à la place qu'occupait autrefois la Joconde, son *Arlequin* mal ficelé, rehaussé de taches de couleurs incertaines, confronté au *Gilles* de Watteau et provoquant, avec la stupéfaction des foules mises en condition par l'O.R.T.F., les Ah ! et les Hi ! de nos plumitifs célébrant à l'envi son « incomparable génie ».

Hélas ! au risque d'être le seul de mon avis, je refuse obstinément de partager cette hystérie collective et d'apporter mon tribut à la grille du reclus de « *Notre-Dame de Vie* » (Sainte Mère de Dieu, priez pour nous !). Mais à quelque chose malheur est toujours bon ; mettant le remède à côté du mal, elle aura eu cette conséquence d'amener au Louvre et en quelques autres musées de province, ouverts gratuitement en l'honneur du patriarche, nombre de badauds parisiens et d'ailleurs n'y ayant jusqu'ici jamais mis les pieds, y compris sans doute leur cher Président habitué à d'autres fréquentations plus contemporaines, les uns et les autres ayant ainsi, en dépit de la foule masquant les cimaises, quelques chances d'entrevoir et de constater, pour la première fois, l'existence de peintres dont les noms se perdaient pour eux dans la nuit des temps — ces temps d'obscurantisme et d'inconfort où il n'y avait pas ni cabinets à chasse d'eau intégrée, ni machines à laver, ni réfrigérateurs, ni 2 chevaux Citroën —, ces peintres oubliés qui avaient nom Nicolas Poussin, Louis Le Nain, Autoine Watteau, Honoré Fragonard, et quelques autres.

Faut-il s'étonner de tant d'étonnements ? Avoir recours aux métaphores vengeresses dans le style le plus obscur et détonnant de l'auteur de ces « *Antimémoires* », que je viens de lire et de relire avec ce souci constant que j'ai de ne rien négliger, ni pour mon instruction, ni pour mon édification, et qui m'a permis, une fois de plus, de constater toute l'étendue des ravages exercés par la *Littérature* en ce pays de *droite raison* (que Jean Chabanon m'excuse de lui chiper cette locution qui revient tant de fois sous sa plume vengeresse) aussi néfastes pour notre Culture que le déboisement de nos montagnes sur le régime des eaux et pour la stabilité de nos cultures de plaine (5).

Non il ne s'agit pas d'une perversion des valeurs, pas même, ô Cocteau ! d'une inversion, mais tout simplement de l'absence de toute valeur, d'un confusionnisme intellectuel, « *orgueil de l'esprit* », qui nous fait prendre à tout bout de champ une taupinière pour un Himalaya.

Pour moi qui suis mâtiné d'auvergnat et de néerlandais, qui ne veut trahir ni Pascal ni Spinoza, qui ne prend pas « *l'esprit de géométrie pour l'esprit de finesse* », qui ne prétend faire carrière ni dans la Politique, ni dans la Légion d'honneur, ni dans la Presse syndiquée, grande ou petite, — pas même candidat à l'Institut, — qui doit tout au pays qui m'a vu naître et rien à l'Etat, sinon l'acquittement de mes impôts directs et indirects, « qui me fait aussi — *si parva licet componere magnis* — de la France une certaine idée », sans que de cette idée soit jamais disjointe celle des Français qui l'habitent et pour lesquels je n'ai ni sous-estime « ni mépris », pour moi, un parmi ces Français, jugeant que les actes valent mieux que les déclarations d'intention, que le mouvement se démontre en marchant mieux que par de savantes épures ou statistiques, moi pour qui il n'est d'autorité que dans l'évidence, pour qui l'Hagiographie n'est que la petite monnaie de l'Histoire et le plus souvent fausse, qui ne suis pas tombé de la dernière pluie, qui ai vu se succéder bien des cadavres flottant au fil de la Seine emportant les hommes et les réputations usurpées, les régimes, les gouvernements et les modes, j'ai toujours constaté — en ce pays que j'aime et auquel je n'ai cessé de rendre hommage, ne serait-ce que par mes refus, — le bien-fondé

de la distinction maurassienne *entre le pays réel et le pays légal*, au point qu'on ne vit jamais autant qu'en ce siècle, de braves gens et de bons esprits y subir le pouvoir et le faux ascendant de tant de tyranneaux glorieux et éphémères.

Vingt-cinq picasseries au Musée National d'Art Moderne.

Mais ce très temporaire accrochage des incongruités picassiennes au Musée du Louvre n'était que hors-d'œuvre : occasion pour leur plus éminent visiteur de placer quelques phrases historiques... Le plat de résistance était ailleurs. C'est au Musée d'Art Moderne qu'il fallait le déguster, en rendant grâce à ces messieurs du Kremlin de nous avoir prêté ces vingt-cinq peintures, tirées des ex-collections Schukin et Morozov, afin sans doute « *de renforcer les liens culturels entre l'U.R.S.S. et la France* » et, qui sait, avec le secret désir en nous les refilant, et vu les cours pratiqués sur le marché international, de rembourser à l'Etat français les porteurs d'emprunts russes ?

En toute sereine objectivité, je n'ai rien vu dans l'œuvre du maître, en dépit même du préjugé favorable chez certains, aux « *Picassos d'avant Picasso* », d'aussi creux picturalement, d'aussi mauvais, d'aussi définitivement laid, et ce n'est pas peu dire... ! A une jeune femme dont la grossesse paraissait avancée et qui, par lassitude sans doute, s'attardait devant le panneau des *natures mortes* (oh ! combien mortes) (6), je risquai ce conseil : « *N'insistez pas, cela pourrait devenir dangereux pour l'enfant !* » Et le bon public de s'esclaffer, lui qui au fond ne demanderait qu'à s'instruire : public de visiteurs payants cette fois (il faut bien rentrer un peu dans ses frais) et, à en juger seulement par le nombre, affichait des dispositions telles qu'elles ménagent des jours heureux à notre Ministre des Finances. L'exploitation des poires reste un filon inépuisable.

Quant au « *fabuleux artiste* », dont Monsieur Jean Leymarie, Conservateur en chef du Musée d'Art Moderne, avec une verve non moins inépuisable — laissant bien augurer de sa carrière administrative — gratifie l'auteur de tels divertis-

sements incongrus, je dirai simplement que je n'y vois, moi, que la conséquence de la *fabuleuse jobardise des pouvoirs publics*, encourageant, cautionnant la plus grande farce peut-être des temps modernes. Soit dit en passant, ce n'est pas là un mince éloge à l'égard du farceur et qui devrait s'inscrire à l'habituelle doxologie : doxologie dont, apparemment, il se moque autant que de sa première liquette, lui qui n'en porte plus guère.

Pour ce qui est du talent, que révélerait ce rassemblement de chefs-d'œuvre faisant écrire à notre excellent confrère Jean-Paul Crespelle, qu'on ne saurait soupçonner d'anticonformisme systématique : « *qu'il y avait là certaines croûtes* », bel usage sans doute de cette figure de rhétorique, si française quoique trop délaissée, de la litote, et, pour moi, qui suis moins subtil, regardant avec attention tous ces chromos, je n'ai pu constater, une fois de plus, que leur médiocrité congénitale, qu'ils soient « bleus, roses ou polychromes », filiformes ou cubiques (7).

Fernand Léger aux Galeries Nationales du Grand Palais.

Fernand Léger, pas si léger que ça et même plutôt lourd : ce mélange de hobereau normand dont il avait la prestance, une certaine élégance vestimentaire, veste de tweed, pantalon anthracite, chemises de flanelle de bonne coupe avec cravate en tricot négligemment nouée, casquette anglaise à petits carreaux et de plombier-zingueur, dont il avait la bobine, ce visage taillé à coups de serpe, agrémenté d'une petite moustache taillée en brosse ; ce visage que l'on retrouve sur tant de ses compositions, tant il est vrai que l'Artiste ne réussit, en ses transpositions les plus volontaires, qu'à n'y donner qu'une image de lui-même.

Ce Fernand Léger que j'ai bien connu, un des rares peintres modernes à s'exprimer en un langage correct, excellent conférencier, écrivain à ses heures, ami des idées claires, fussent-elles les plus simples — ce qui n'est pas un mince mérite à l'époque de la *bafouille* pataphysique et délirante — ce Fernand Léger, je l'ai retrouvé, identique à lui-même, à travers sa rétrospective du Grand Palais, lequel a dû battre le rappel

de toutes ses galeries disponibles afin d'y loger *ce costaud* et pour qu'il n'y soit point gêné aux entournures.

Après une consciencieuse déambulation, durant laquelle et pour la première fois le ronronnement exacerbant des climatiseurs des galeries, qui leur donne l'ambiance d'une salle des machines en une centrale thermo-électrique, n'était pas trop déplaisant — il s'accordait avec l'esthétique régnante de celui qui entendit donner un air de fête à l'environnement accablant de notre civilisation mécanique et mécanisante — j'ai consciencieusement assisté à la projection de six films documentaires, dont son *Ballet Mécanique*, à la salle de cinéma du Musée, qui n'en constitue pas la moindre attraction, j'ai parcouru, lu le copieux catalogue aux 353 numéros; ainsi toujours je m'efforce d'être le visiteur exemplaire de ces festivités et si j'encours quelque reproche en tant que critique, ce ne sera jamais celui d'avoir péché par préterition ou inadvertance. Ainsi, comme dans la chanson :

« *Je l'ai vu, je l'ai bien vu*
« *Ce qu'on appelle son caractère,*
« *Je l'ai vu, je l'ai bien vu,*
« *Son caractère, il est joufflu...* »

En sortant je risquais un coup d'œil sur le *Livre d'Or*, ouvert sur la dernière observation : celle d'un visiteur, qui m'a paru spécialement intelligent et compréhensif, dont la libre opinion, exprimée sans détour, constituait la meilleure critique et la plus brève de cette vaste exposition, si vaste par son contenu faisant éclater le contenant qu'il eut convenu de l'installer *extra muros*. Cette opinion, je la transcris :
« *Fernand Léger est certainement un des meilleurs artistes de sa génération, mais c'est un contresens que de l'avoir enfermé entre ces murs...* »

On ne saurait, en effet, mieux dire. Fernand Léger, qui n'était pas léger (qu'on m'excuse de ce calembour réitéré), fut tout autre chose qu'un peintre de chevalet. Son ambition, à peine réalisée en quelques grandes décorations profanes voire religieuses, bien que l'artiste fut agnostique et communiste inscrit au parti (ce qui explique les tendresses attentives,

sinon éclairées, de ses zélateurs dont le portefeuille est à droite mais le cœur toujours à gauche) était non pas de peindre pour nous donner à rêver, à comprendre, mais de se faire planteur de décor, animateur d'ambiance, et on peut dire que son *Musée de Biot*, qu'il ne vit pas construire, serait sur ce plan la meilleure de ses réussites, en raison de son architecture, de son décor et de son environnement.

Quant aux dissertations laborieuses des préfaciars, commentateurs, tous bavards impénitents, qui tendent à nous dire « *qui, que, quoi, dont, où...* » à propos de ces invraisemblables tableaux, grands ou petits, Léger, le lourd-Léger, les eut sans doute poliment mais fermement renvoyés, sans distinction d'obédience, à leurs chères études. Et à tout prendre, ces « *Bâtisseurs* », ces « *Saltimbanques* », ces « *Joyeux lurons des Dimanches* », toutes ces compositions schématiques, hautes en couleurs, ne sont que de l'imagerie : sur les palissades de nos chantiers urbains, dans les couloirs du métro, de bonnes images : dans un cadre et sur les murs de nos intérieurs, fussent-ils les plus outrageusement modernes, de mauvais tableaux.

Paul Valéry à la Bibliothèque Nationale.

« *Flaubert avec son temps croyait à la
« valeur du « document historique » et
« à l'observation du présent toute crue.
« Mais c'était là de vaines idoles. Le seul
« réel dans l'art, c'est l'art. »*

(Variétés V.)

Il n'est point d'usage que l'on rende compte en cette chronique consacrée aux arts plastiques des manifestations concernant les écrivains. Mais il m'a semblé que l'Exposition célébrant, à la Bibliothèque Nationale, le Centenaire de Paul Valéry, méritait exception : autant par le caractère extrêmement illustratif de cette remarquable exposition, que par la personnalité même de l'auteur d'*Eupalinos*, de *L'Introduction à la Méthode de Léonard de Vinci*, poète subtil et

formel, essayiste remarquable, esthéticien et, occasionnellement, critique d'art, un excellent critique d'art. Lorsque l'on connaît le talent de Paul Valéry dessinateur et peintre, on peut penser, comme lui, qu'il aurait pu avec quelque application devenir aussi excellent peintre. Esprit universaliste, préoccupé de tous les objets, aspects et sources de la connaissance, en dehors de ses immenses lectures, il consacra à l'étude des mathématiques un moment de sa vie de loisirs organisés (la seule, soit dit en passant, qui convienne au penseur, au savant, à l'esthéticien), l'étude des mathématiques dont la rigueur convenait à sa dialectique et devait contribuer à aiguïser ses facultés d'analyse.

Tout ce qu'a écrit Valéry, plus exactement ce qu'il a consigné sous forme de réflexions ordonnées en de brefs essais (restés inédits pour la plupart jusqu'à sa mort et à la publication exhaustive desquels la C.N.R.S. a consacré une édition monumentale) ne correspond pas toujours à l'idée que l'on peut se faire de l'écriture, de la constante objectivité de vue et de méthode qui pour moi doit être l'impératif de l'écrivain, qui n'est ni fabulateur, ni simple mémorialiste. Il y a chez Valéry un certain dilettantisme intellectuel, s'attachant plus à l'élaboration qu'aux résultats, qui paraît rejoindre le courant *abstractionniste* dans les arts plastiques contemporains. J'admire, cependant, en Valéry, outre ses incontestables dons d'expression, la pertinence de son vocabulaire, la clarté de sa syntaxe, son refus du subjectif (8), qui lui fait négliger l'individu, disons mieux l'homme, pour ne s'attacher qu'à son œuvre. Il a là-dessus des déclarations sans aucune ambiguïté : affirmant « *que pour lui une œuvre était bien d'autres choses qu'un auteur — qu'il n'y a pas de vrai sens d'un texte. Pas d'autorité de l'auteur, quoi qu'il ait voulu dire, il a écrit ce qu'il a écrit...* » ; affichant par ailleurs son goût de comprendre le mécanisme de la pensée et de la création et « *n'aimant dans les œuvres que leur génération...* », Valéry, en ces temps de subjectivisme exacerbé, du culte de la vedette, celui de la personne sous tous ses aspects les plus circonstanciels, les plus anecdotiques et, partant, les plus fugaces, on peut dire les plus inintéressants (ce dont nos critiques en vogue font leur pâture, en remplissant leurs articles autant que leurs livres), la lecture

et la leçon de Paul Valéry me paraissent de la plus grande opportunité. En politique même, qu'il détestait sous sa forme partisane, il ne s'intéressait qu'à l'institutionnel, à ce qui fait la structure traditionnelle et vivante d'une nation.

La visite de la Galerie Mansard, si riche en documents de toute sorte — près de huit cents numéros à un catalogue très dense et fort bien ordonné — se recommande par sa valeur graphique et plastique d'ambiance, autant que de référence aux œuvres du poète et de l'écrivain, qui tel Mérimée, et Baudelaire, tel Léonard, dont il admirait les manuscrits, dessina toujours en marge de ses carnets ; il y a de très beaux Berthe Morisot, laquelle fut sa tante, des Courbet, des Manet..., tous rappellent l'atmosphère intellectuelle et familiale dans laquelle il vécut ses sources d'inspiration, ses thèmes de réflexion. Valéry fut un des esprits les plus pénétrants du début de ce siècle, lequel, hélas ! perd, avec le goût de la réflexion, des patientes analyses, celui des idées générales en ce qu'elles ont de nécessaire et d'enrichissant pour tout homme vraiment cultivé.

Se rendant à la Bibliothèque Nationale, le visiteur fera d'une pierre deux coups : la rencontre avec Dürer, artiste et humaniste de la Renaissance, celle avec M. Teste, humaniste du ^{xx}e siècle.

Signalons que la Bibliothèque organise sur ses paliers et en ses galeries d'accès une très séduisante exposition de cartes anciennes, tirées de son fonds, un des plus riches du monde.

F.-H. LEM.

(1) Quelle réception aurait à Moscou le Secrétaire général de l'U.D.R. en visite officielle ?

(2) Que penser de l'enchère mise chez Christie sur cette Maternité d'époque bleue (chère à Monsieur Jacques Duclos), sinon que jamais aussi mauvaise peinture n'aura été vendue aussi cher ; c'est évidemment un record. Il est vrai que les peintures orientalistes et torréfiées d'Alexandre-Gabriel Decamps se vendaient encore plus cher en francs or sous le règne du bon roi Louis-Philippe !

(3) Si par une invraisemblable hypothèse Picasso Espagnol, communiste, milliardaire avait été Français, sans obédience politique, de condition modeste et, par surcroît, d'une incontestable originalité d'artiste possesseur d'un authentique talent, personne ne parlerait de lui.

(4) Toute sa vie, du Bateau-Lavoir à ses opulentes retraites azuréennes, Picasso adora se faire photographier et filmer en mini-costumes, en des attitudes d'Apollon triomphant du Satyre Marsyas.

(5) A l'attention bienveillante de M. Jacques Duhamel, dont le département ministériel n'est plus, en fait, qu'un sous-secrétariat d'Etat rattaché à l'Elysée, le culturel étant, désormais, comme la diplomatie domaine réservé, et qui se penche cependant avec tant de sollicitude sur notre Culture comme précédemment sur nos cultures.

(6) Réserve faite de cette *Nature morte*, au *compotier de poires*. Picasso paraît avoir eu une dilection particulière pour la représentation de ce fruit savoureux. Ne faut-il pas y voir un signe freudien, un symbole et, en fait, l'exposé de tout un programme qui ordonnera sa carrière ?

(7) Et je n'entends pas être récusé, taxé d'incompétence, alors que je me suis fait une réputation internationale de pionnier par mes publications concernant la plastique négro-africaine, dont les transpositions picassiennes ne furent que de mauvais démarquages, à l'instar de tous ses pastiches, de toutes *ses manières* successives ; ni de passéisme rétrograde, alors que dès 1936, j'étais un des rares critiques à soutenir les meilleurs artistes, dits d'avant-garde, se produisant alors aux *Surindépendants*, traités par préterition par l'ensemble de la presse de l'époque.

(8) « Le chef-d'œuvre littéraire de la France est peut-être sa prose abstraite dont la pareille ne se trouve nulle part » (Images de la France).

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Imprimerie H. DEVE et C^{ie}, Evreux - N° d'Imprimeur : 1033.

nnnes,
des

parte-
ttaché
maine
Cul-

icasso
de ce
le et,

je me
ations
iennes
tiches,
s que
tistes,
s par

straite

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

ACTUALITE

François DUPRAT. — Histoire des SS	30,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	12,00
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	12,00
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme ?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	18,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	9,00
Lettre à un soldat de la classe 60	12,00
Chénier	6,00
Les Quatre Jedis	épave
Domrémy	24,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichman	30,00
Le Drame des Juifs Européens	24,00

ŒUVRES DE PIERRE FON

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	12,00
Nuremberg ou la Terre promise	24,00
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	18,00
Les Temps Modernes	12,00
L'Œuf de Christophe Colomb	12,00
Qu'est-ce que le fascisme ?	12,00
Une lecture de Balzac	30,00
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer bouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris

Ann